



MENARA Final Reports

N° 2, mars 2019

IMAGINER L(ES) AVENIR(S) DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

**Edgar Göll, Silvia Colombo
et Eduard Soler i Lecha**



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research and Innovation programme under grant agreement No 693244

TABLE DES MATIÈRES

1.	Des scénarios : pour quoi faire ?	p. 3
2.	Des scénarios : comment ?	5
3.	Perceptions sur l'avenir : espoir et frustration	6
3.1	Un catalogue complet des risques	7
3.2	Une région diversifiée et des attentes variées	10
3.3	De nombreuses approches possibles	13
4.	Scénarios pour 2025	16
4.1	Raréfaction des ressources naturelles : l'eau, les aliments et les effets du changement climatique	16
	<i>Et si la dépendance alimentaire n'était plus associée à l'insécurité alimentaire ?</i>	17
4.2	Le pétrole a encore de l'importance - mais la décarbonation est inéluctable	19
	<i>Et si le Maroc devenait un leader des énergies renouvelables ?</i>	21
4.3	Le contrat social menacé : les inégalités au premier plan	23
	<i>Et si l'autonomisation des femmes était plus qu'un slogan ?</i>	26
4.4	Des sociétés fragmentées: polarisation et pluralisation	27
	<i>Et si l'Irak connaissait une renaissance ?</i>	30
4.5	Autoritarisme intrusif : contrôle, répression et désinformation	32
	<i>Et si les médias numériques nourrissaient les espoirs des jeunes ?</i>	34
4.6	Une région militarisée et brutalisée	36
	<i>Et si la Syrie passait de la reconstruction à la réconciliation ?</i>	41
4.7	Ingérence étrangère et rééquilibrage des ambitions mondiales	42
	<i>Et si l'Afrique était considérée comme une opportunité et un partenaire privilégié ?</i>	45
5.	Scénarios pour 2050	47
5.1	Un changement climatique inéluctable	47
5.2	L'après-pétrole	48
5.3	Une région urbanisée	49
5.4	Digitalisation et automatisation	50
5.5	Religiosité, individualisation et citoyenneté	51
5.6	États forts ou féroces	52
5.7	La gestion des effets des conflits actuels	53
5.8	La Chine : primus inter pares	54
5.9	Une Afrique qui change la donne	55
2.10	L'Europe et la région MENA : une affaire de famille	56

IMAGINER L(ES) AVENIR(S) DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

Edgar Göll, Silvia Colombo et Eduard Soler i Lecha¹

Avec la contribution de : Martin Keulertz, Emanuela Menichetti, Jordi Quero, Cristina Sala, André Uhl, Eckart Woertz et Jakob Zwiers

RÉSUMÉ

Les scénarios sont des avènements imaginés. Ils visent à illustrer la façon dont les mesures prises aujourd'hui peuvent mener à des résultats radicalement différents les uns des autres. Ils constituent donc des outils pertinents pour orienter la stratégie et façonner l'avenir. Le rapport que vous avez sous les yeux esquisse des scénarios pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (région MENA) selon deux horizons temporels : un de court terme (2025), l'autre de long terme (2050). Le premier est une sorte de scénario de continuation, dans le sens où il projette les tendances actuelles qui se dessinent dans la région et se fonde sur les conclusions tirées de recherches menées sur trois ans (avril 2016-mars 2019). Ces conclusions font ressortir une dynamique de conflits et de contentieux entre les États et les sociétés, une fragmentation régionale et un déplacement des centres de gravité, ainsi que l'enclassement de la région au cœur des rivalités mondiales et des tendances internationales socioéconomiques et environnementales déstabilisatrices. Par ailleurs, ce rapport fait apparaître plusieurs voies alternatives possibles dans certaines régions ou certains pays où ces tendances pourraient être inversées, ou dans certains secteurs ou pays où des voies divergentes pourraient être suivies, en montrant comment. Il ébauche ensuite des scénarios à long terme pour 2050 en dégagant quelques grandes tendances qui façonneront inévitablement l'avenir de la région et la manière dont elle va se situer dans son rapport au reste du monde. Il explique en quoi chacune des grandes questions examinées revêt une importance particulière et imagine une série d'opportunités et de risques pour la région.

1. DES SCÉNARIOS : POUR QUOI FAIRE ?

Les scénarios sont des avènements imaginaires, mais ce ne sont ni des prévisions ni des pronostics. Les scénarios peuvent aider à orienter une stratégie et à façonner l'avenir en aiguillant notre capacité à réfléchir à des solutions de rechange et à ouvrir nos horizons à une réflexion « hors des sentiers battus ». Les scénarios peuvent décrire un système sociétal, ses structures, ses moteurs fondamentaux, ses pouvoirs, ses relations et d'autres aspects de ce système. L'exercice est d'autant plus pertinent que ce sont l'imagination et les attentes actuelles qui vont déterminer les décisions et les recommandations d'aujourd'hui, lesquelles influenceront ensuite les développements futurs et les choix entre différentes voies et entre des avènements possibles. Les

¹ Edgar Göll est responsable de la recherche du cluster Future Studies and Participation à l'Institut d'études et d'évaluation des technologies du futur (IZT), Berlin, et professeur à l'Université libre de Berlin. Silvia Colombo est Senior Fellow à l'Istituto Affari Internazionali (IAI). Eduard Soler i Lecha est chercheur principal au Centre des affaires internationales de Barcelone (CIDOB) et coordinateur scientifique du projet MENARA.

scénarios contrastés se veulent révélateurs : ils décrivent et visualisent les développements, les conditions et les environnements sociétaux futurs qu'un groupe spécifique est (ou pourrait être, à terme) prêt à considérer. La façon dont les scénarios sont articulés et décrits peut conduire à une réponse souple et imaginative face à l'éventail des possibilités futures. Ils peuvent aider à se préparer à des impacts inattendus mais néanmoins majeurs sur les développements futurs. Les points de déclenchement qu'un calendrier futur identifie – soit les circonstances qui entraînent des bouleversements et des changements radicaux – sont mis en lumière de manière à devenir des signaux d'alarme susceptibles de donner l'alerte précoce d'événements importants qui se situent juste au-delà de l'horizon. En résumé, les scénarios sont des avenir imaginés qui peuvent démontrer comment les actions actuelles peuvent conduire à des résultats extrêmement différents. Ils peuvent donc aider à gérer ou à façonner l'avenir.

Le présent rapport présente des scénarios pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (région MENA) selon deux horizons temporels : à court terme (2025) et à long terme (2050). Cette approche vise à renforcer la robustesse des perspectives de l'avenir en cours d'élaboration et à mettre en lumière les processus de changement en cours dans certains domaines de la région. Notre rapport propose un scénario de référence pour 2025. Il s'agit d'une sorte de scénario de continuation, dans le sens où il projette les tendances actuelles de la région et s'appuie sur les conclusions tirées de recherches menées sur trois ans (avril 2016-mars 2019). Ces conclusions font ressortir une forte dynamique de conflits et de contentieux entre l'État et la société, une fragmentation régionale et un déplacement des centres de gravité, ainsi que l'enclassement de la région dans les rivalités mondiales et des tendances socio-économiques et environnementales déstabilisatrices à l'échelle internationale. Le rapport se concentre sur sept domaines : la dégradation de l'environnement, la transition énergétique, les inégalités, la fragmentation des sociétés, l'autoritarisme, les conflits et l'ingérence étrangère. Il imagine à quoi la région pourrait ressembler si aucune des tendances actuelles ne pouvait être inversée. Ceux qui supposent qu'il y a de fortes chances qu'il en soit ainsi seraient avisés de commencer à concevoir des stratégies d'atténuation et de limitation des risques. Dans une large mesure, c'est là l'idée avancée par la Stratégie mondiale européenne de 2016, qui n'est autre que celle de favoriser la résilience. Toutefois, notre rapport part du principe que ce n'est pas là le seul avenir possible, sans compter qu'il est certainement loin d'être souhaitable pour les sociétés de la région ou pour l'Union européenne. C'est pourquoi il indique plusieurs voies alternatives dans certaines régions ou certains pays où ces tendances pourraient être inversées, ou dans lesquels des secteurs ou des pays spécifiques pourraient suivre une toute autre voie – et comment et par qui cela pourrait se produire (« Scénarios d'orientation »). Cet exercice, formulé à partir de l'expression « Et si... ? », souligne le fait qu'il y a des contingences et qu'il y a place à la fois pour des actions transformatrices et pour des politiques prospectives reposant sur des éléments factuels.

Le présent rapport esquisse par ailleurs des scénarios à long terme pour 2050. Il est futile d'imaginer qui sera au pouvoir dans un pays donné à cette date ou si les indicateurs économiques se seront améliorés ou non. Cependant, il reste possible d'identifier une série de mégatendances qui vont inévitablement façonner l'avenir de la région et la manière dont elle sera en relation avec le reste du monde. Certaines d'entre elles sont relativement sûres, comme les changements démographiques, tandis que d'autres dépendront davantage de la politique et des luttes de pouvoir. Les mégatendances sont des phénomènes à fort impact qui ont peu de chances de s'inverser et

qui durent au moins une génération. Dans une certaine mesure, le concept ressemble à la *longue durée* de Fernand Braudel, qui comprend non seulement des cycles socio-économiques et des crises structurelles, mais aussi « de vieilles attitudes de penser et d'agir, de[s] cadres résistants, durs à mourir, parfois contre toute logique ». C'est dans cet esprit que le présent rapport s'attache à dix questions particulièrement susceptibles de façonner la région en 2050 : le changement climatique, la digitalisation, la religiosité, l'urbanisation, la décarbonation, le rôle de l'État, les effets des conflits actuels, la consolidation de la Chine comme puissance mondiale, les liens intenses entre la région MENA et l'Europe, et le rôle croissant de l'Afrique. L'objectif de cet exercice est d'anticiper les enjeux qui façonneront inévitablement non seulement la région mais aussi les politiques établies à son égard d'ici à 2050. Cet horizon temporel est à presque deux générations de distance, si bien qu'il reste de la place pour des pensées autres que les récits habituels. Notre rapport explique pourquoi chacune des questions retenues est particulièrement importante et il imagine une série d'opportunités ainsi que de risques pour la région. Tout en sachant que ces grandes questions exigeront le déploiement d'une masse d'énergie et de ressources au cours des trois prochaines décennies, il ne faut pas s'y tromper et conclure que ces mégatendances n'auront qu'une seule façon d'évoluer. Voilà qui devrait inciter les décideurs et les parties prenantes à adopter l'idée que le changement est possible et que les mesures prises dès à présent peuvent orienter la région vers un avenir ou un autre.

2. DES SCÉNARIOS : COMMENT ?

L'une des caractéristiques distinctives de cet exercice est que l'identification des sujets, des tendances, des acteurs clé, des moments cruciaux, des risques et des opportunités est basée sur les résultats d'un projet de recherche multidisciplinaire et, en particulier, sur les perceptions des acteurs et des experts quant aux futurs possibles et probables. Ces dernières ont été recueillies par différents moyens : entretiens en face à face, enquête Delphi et groupes de discussions thématiques. Ainsi, en 2017 et 2018, le projet MENARA a mené 269 entretiens avec un groupe diversifié d'acteurs concernés, notamment des hommes politiques pro-gouvernementaux et d'opposition, des fonctionnaires, des membres des forces de sécurité, des représentants des organisations internationales et régionales, des membres du secteur privé, des intellectuels, des experts et des militants de la société civile. La plupart de ces entretiens ont eu lieu dans la région MENA, couvrant le Maghreb, le Levant, le Golfe, la Turquie, l'Égypte et l'Iran. Des entretiens ont également été menés dans des pays en proie à un conflit ou qui l'avaient été, comme la Syrie, la Libye et l'Irak. Dans le cas du Yémen, des entretiens ont été menés avec des membres de la diaspora yéménite établis en Europe et au Moyen-Orient. Afin de recueillir les perceptions d'acteurs extérieurs sur l'avenir de la région, certains entretiens ont eu lieu dans des pays voisins (Mali) ainsi qu'en Europe, en Russie, en Chine et aux États-Unis. Au cours de ces entretiens, les acteurs ont été interrogés, entre autres, sur leur perception des principales menaces et des principales opportunités, et sur les acteurs les plus susceptibles, à leurs yeux, de façonner la région dans les années à venir.

Le présent rapport comprend en outre les résultats d'une enquête Delphi menée auprès de soixante et onze experts de la région. La méthodologie Delphi, qui a fait ses preuves en matière de prévision à long terme et de pensée discursive, peut faire face à un fort degré d'incertitude et s'attaquer à des problèmes très complexes grâce à un processus de communication itératif impliquant des

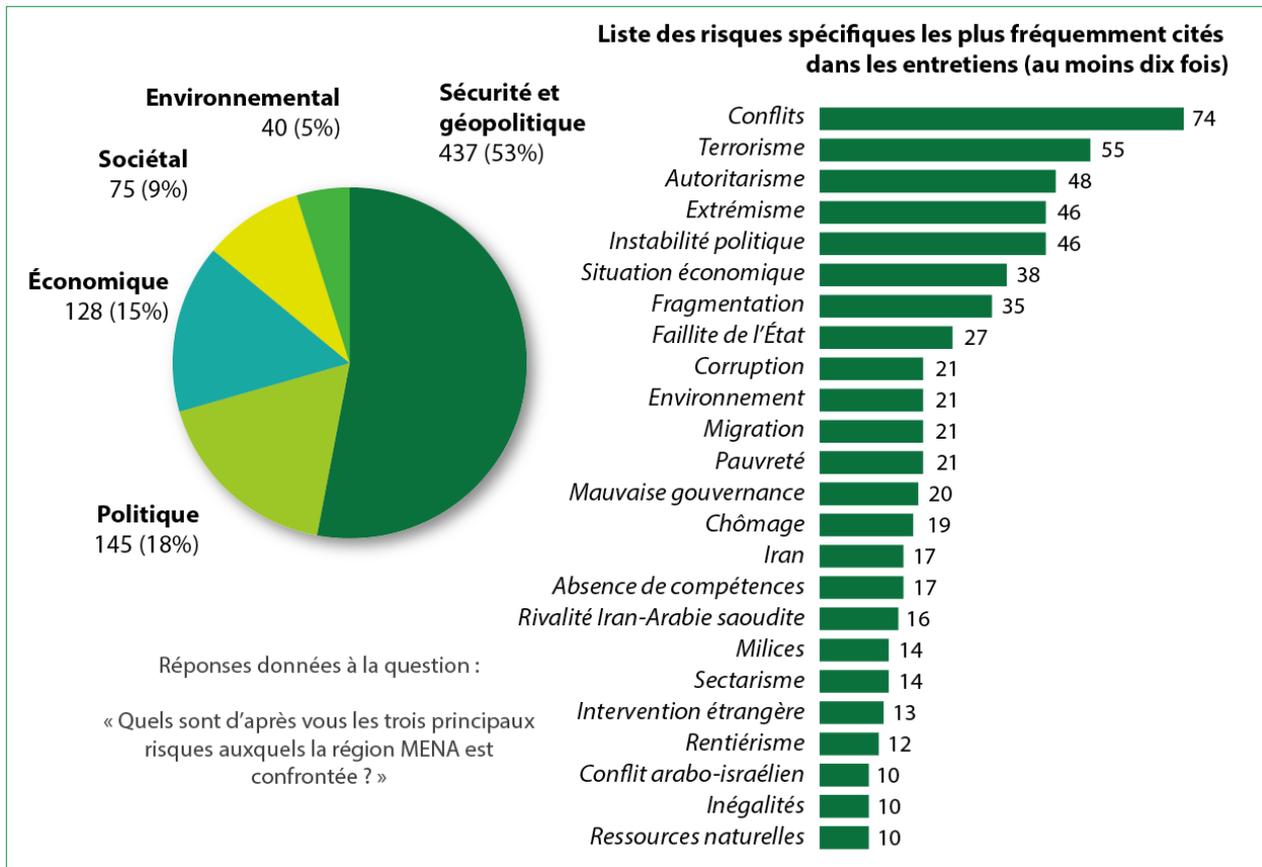
experts. L'enquête Delphi du projet MENARA a invité les participants à sortir des sentiers battus de la pensée quotidienne en présentant des esquisses plausibles de l'avenir de la région à partir de visions idéalisées (classées par importance, par probabilité, par solutions adéquates, etc.). Dans la plupart des questions de l'enquête Delphi, il a été demandé aux participants d'évaluer des développements proposés pour 2025 et 2050 et, le cas échéant, de différencier leurs impacts sur différents territoires de la région. Deux réunions avec des stakeholders (tenues à Istanbul et à Rome) et trois groupes de discussion (réunis à Rabat, à Beyrouth et à Bruxelles), qui ont permis des débats approfondis et tournés vers l'avenir sur les particularités de sous-régions spécifiques et sur le rôle des acteurs extérieurs, sont venus compléter cette enquête. Ce rapport s'appuie également sur l'évaluation de cinquante-huit études portant sur l'avenir, réalisées au préalable et concernant les mégatendances et les tendances dans la région MENA ou dans certaines parties de celle-ci.

Étant donné que cet exercice prospectif repose principalement sur les perceptions recueillies grâce aux techniques de recherche décrites ci-dessus, la première partie du présent rapport se concentrera sur la synthèse des éléments pour lesquels il existe un fort degré de consensus en termes d'intensité ou de possibilités, mais aussi sur les éléments pour lesquels les perceptions diffèrent en fonction de facteurs territoriaux, de genre, générationnels ou sectoriels. Le rapport présentera ensuite le scénario de référence pour 2025 et les futurs alternatifs pour des questions ou des pays spécifiques. Il se terminera par un zoom sur l'horizon 2050. Comme l'un des participants à l'enquête Delphi l'a dit, l'année 2025 n'est qu'à « un jet de pierre de nous et la dynamique actuelle va continuer à façonner le paysage ». En revanche, l'exercice consistant à imaginer l'avenir pour 2050 élargit le champ des possibles, ce qui pourrait éventuellement décupler l'inspiration et provoquer l'envie d'entreprendre des politiques et des actions novatrices visant à inverser les tendances actuelles et à favoriser la cohésion, la coopération et l'intégration de la région dans une dynamique constructive mondiale.

3. PERCEPTIONS SUR L'AVENIR : ESPOIR ET FRUSTRATION

Comme indiqué dans la section précédente, la combinaison de différentes techniques de recherche (entretiens, enquête Delphi et groupes de discussion) a permis de recueillir un échantillon large et diversifié de perceptions sur les futurs possibles de la région et sur les principaux défis auxquels ses sociétés et ses États seront confrontés, mais aussi sur les questions qui détermineront la manière dont les acteurs mondiaux se situeront par rapport à cette région. Nous pouvons résumer ces perceptions comme suit : (1) l'intensité et la quantité des risques dépassent les opportunités ; (2) les niveaux d'espoir et de frustration sont inégalement répartis : les répondants de certains territoires sont beaucoup plus optimistes que d'autres, tandis que les experts s'attendent à des évolutions divergentes (et à des répartitions différentes des risques) dans des territoires ou pour des calendriers spécifiques ; et (3) l'avenir de la région ne sera pas façonné par une petite poignée de protagonistes mais par une grande constellation d'acteurs, dont des intervenants locaux fortement tributaires des pouvoirs régionaux.

Figure 1 | Principaux risques perçus pour la région MENA



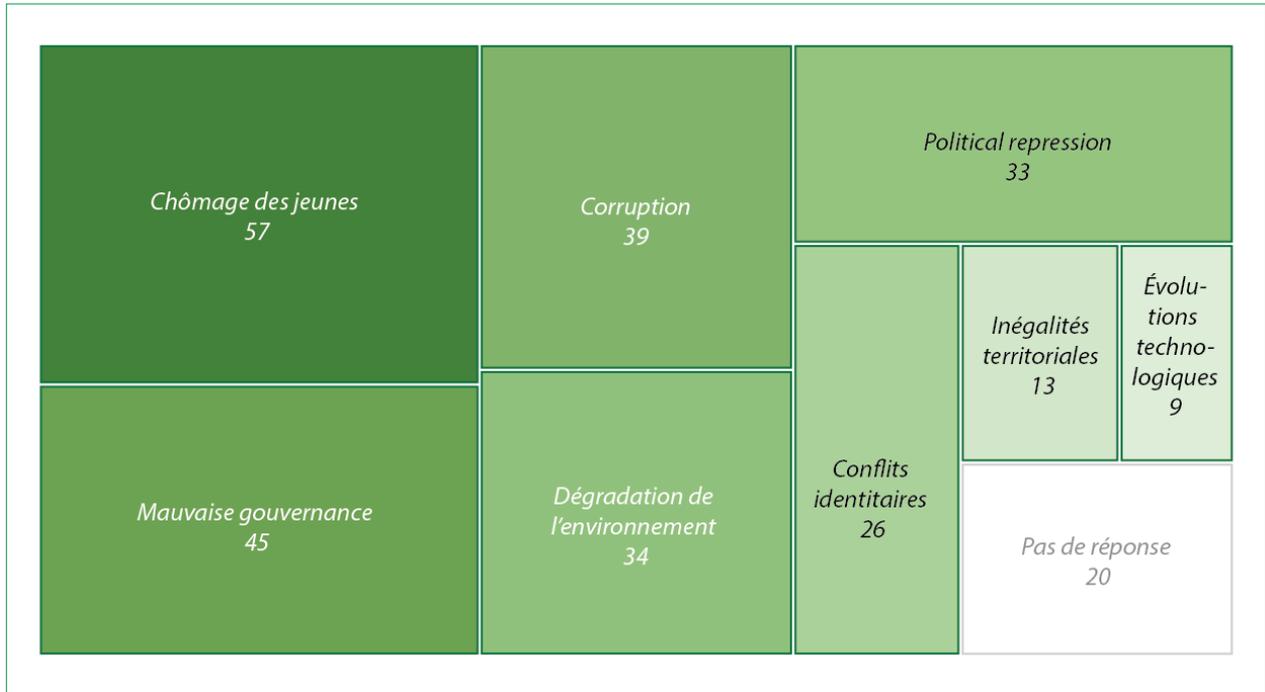
Créé par le CIDOB. Source : résultats agrégés et regroupés des entretiens en face à face.

3.1 UN CATALOGUE COMPLET DES RISQUES

Les personnes interrogées lors des missions d'études du projet ou les participants aux groupes de discussion et aux réunions avec des stakeholders ont trouvé qu'il était facile de dresser une liste des risques qui pourraient façonner l'avenir de la région. La vision dominante était que la région MENA est caractérisée par des niveaux élevés de violence – les conflits étant de loin le risque le plus fréquemment mentionné, suivi par le terrorisme. Il convient de souligner que des risques politiques tels que l'autoritarisme et l'instabilité politique ainsi qu'une situation économique fragile ont également été définis comme des facteurs potentiellement déstabilisateurs.

Ce tableau peut être complété par l'évaluation des soixante et onze experts qui ont participé à l'enquête Delphi de MENARA. Ces participants ont été invités à sélectionner les facteurs qui pourraient favoriser des troubles sociaux dans la région MENA en 2025, en fonction de leur impact et de leur probabilité. Le chômage des jeunes, la mauvaise gouvernance, la corruption, la répression politique et la dégradation de l'environnement ont été considérés comme les éléments les plus importants. Dans leurs réponses, nombreux sont ceux qui ont fait valoir que ce n'est pas seulement l'un de ces éléments, mais leur combinaison qui augmente considérablement le risque de conflit et ses effets destructeurs.

Figure 2 | Facteurs susceptibles d'accroître les troubles sociaux dans la région MENA en 2025

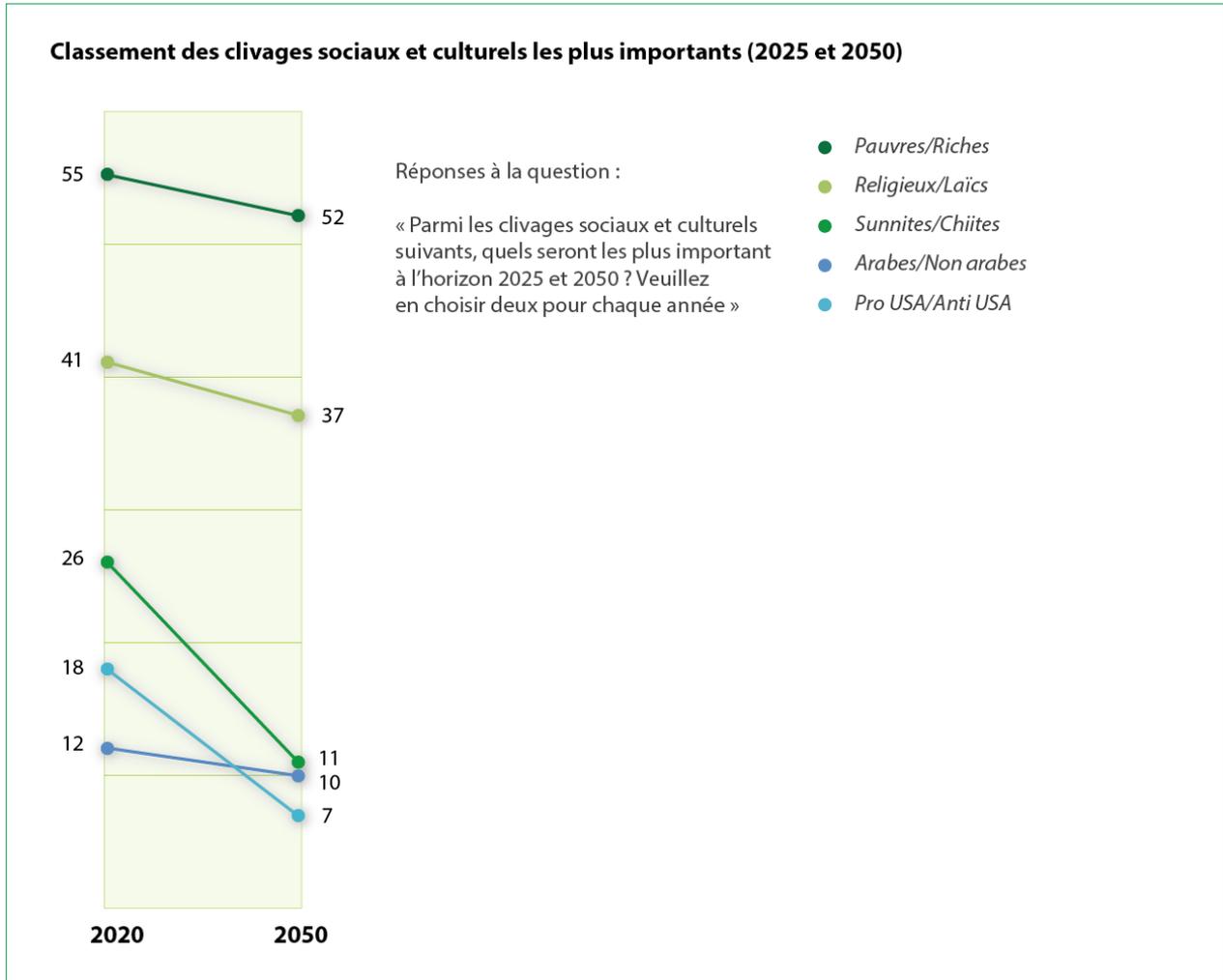


Créé par le CIDOB. Source : enquête Delphi de MENARA.

Au cours des entretiens, il a été demandé aux informateurs d'énumérer à la fois des risques et des opportunités. Cela nous a permis de mesurer leur niveau d'espoir. Pour ce faire, les réponses ont été codifiées comme suit : « 0 » pour celles qui déclarent explicitement qu'« il n'y a pas d'opportunités » ou pour celles qui énumèrent des risques sans mentionner d'opportunités ; « 1 » si le nombre de risques indiqué est supérieur au nombre d'opportunités ; « 2 » lorsque le répondant énumère autant de risques que d'opportunités ; « 3 » lorsque les réponses contiennent d'avantages d'opportunités que de risques ; et « 4 » pour ceux qui mentionnent uniquement des opportunités et aucun risque du tout. Le niveau moyen d'espoir dans notre échantillon est de 1,29 – un point de vue proche du pessimisme mais contenant malgré tout des éléments d'espoir. Il convient de mentionner qu'il existe d'importantes variations selon le sexe, le lieu des entretiens et le profil professionnel des répondants. Le niveau d'espoir est plus élevé en Iran (2,13), dans le Golfe (1,74) et au Maghreb (1,48), ainsi que chez les femmes (1,65) et dans le secteur privé (1,95). En revanche, les niveaux de pessimisme sont très élevés en Égypte (0,88) ainsi que chez les politiciens et les fonctionnaires (0,94).

Enfin, l'une des principales conclusions du projet MENARA est que la région connaîtra un processus de fragmentation accru, menace placée au septième rang des principaux risques. Dans le même ordre d'idées, l'enquête Delphi a interrogé des experts sur les clivages qui pourraient être les plus importants à l'avenir. L'écart entre les nantis et les démunis et la fracture entre les groupes religieux et laïques sont considérés comme les fractures les plus importantes et les plus durables. En revanche, le sectarisme et les clivages pro-/anti-américains sont perçus comme devant décliner à long terme.

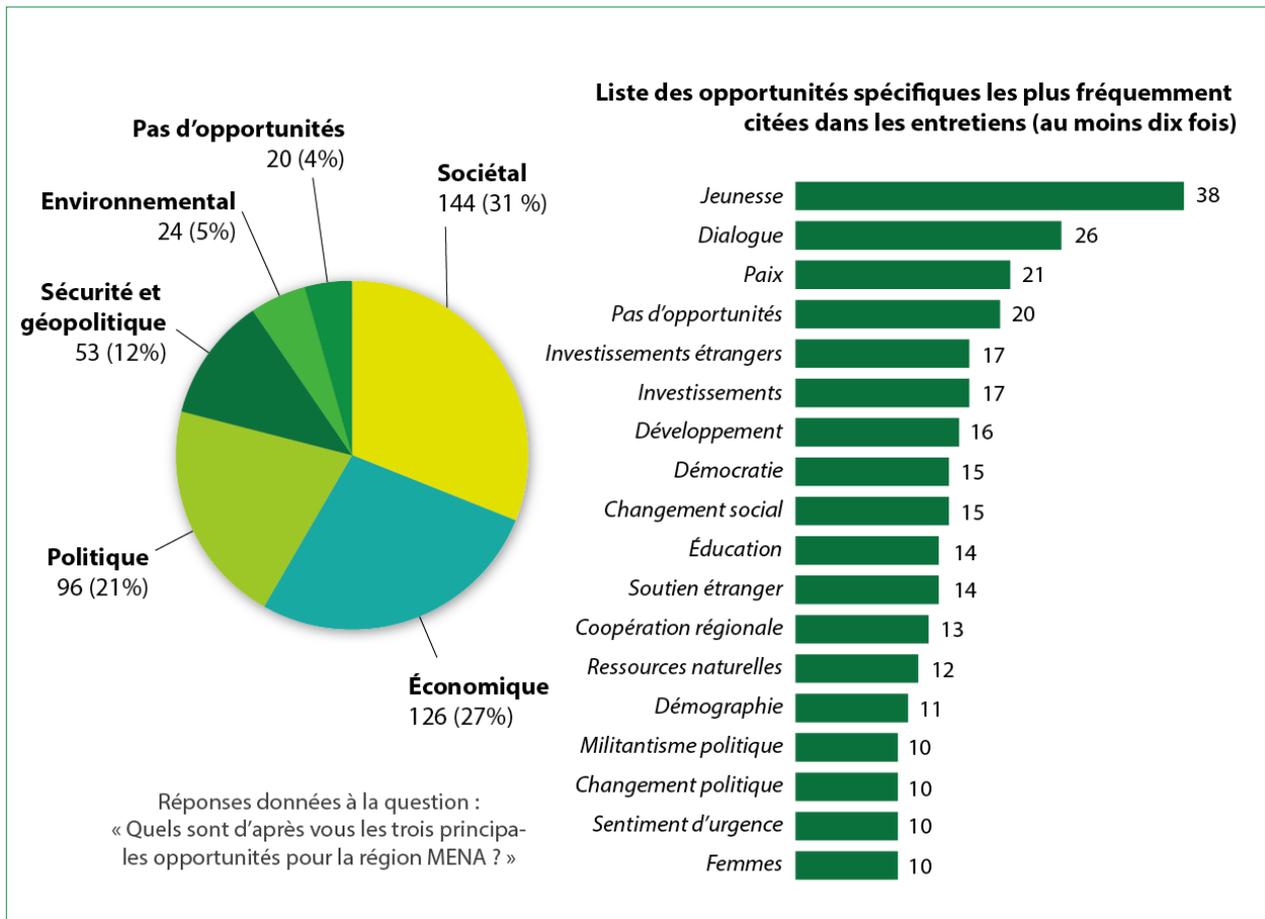
Figure 3 | Clivages sociaux et culturels dans la région MENA (2025 et 2050)



Créé par le CIDOB. Source : enquête Delphi de MENARA.

Lorsqu'on les interroge sur les opportunités envisageables, les réponses sont beaucoup plus diversifiées. Si les risques sont souvent associés à la dynamique politique et sécuritaire, les éléments sociétaux et économiques sont jugés plus prometteurs. Cependant, une analyse plus granulaire montre qu'outre la jeunesse (qui est en tête de liste), le dialogue et la paix sont également perçus comme des opportunités pour la région.

Figure 4 | Principales opportunités perçues pour la région MENA

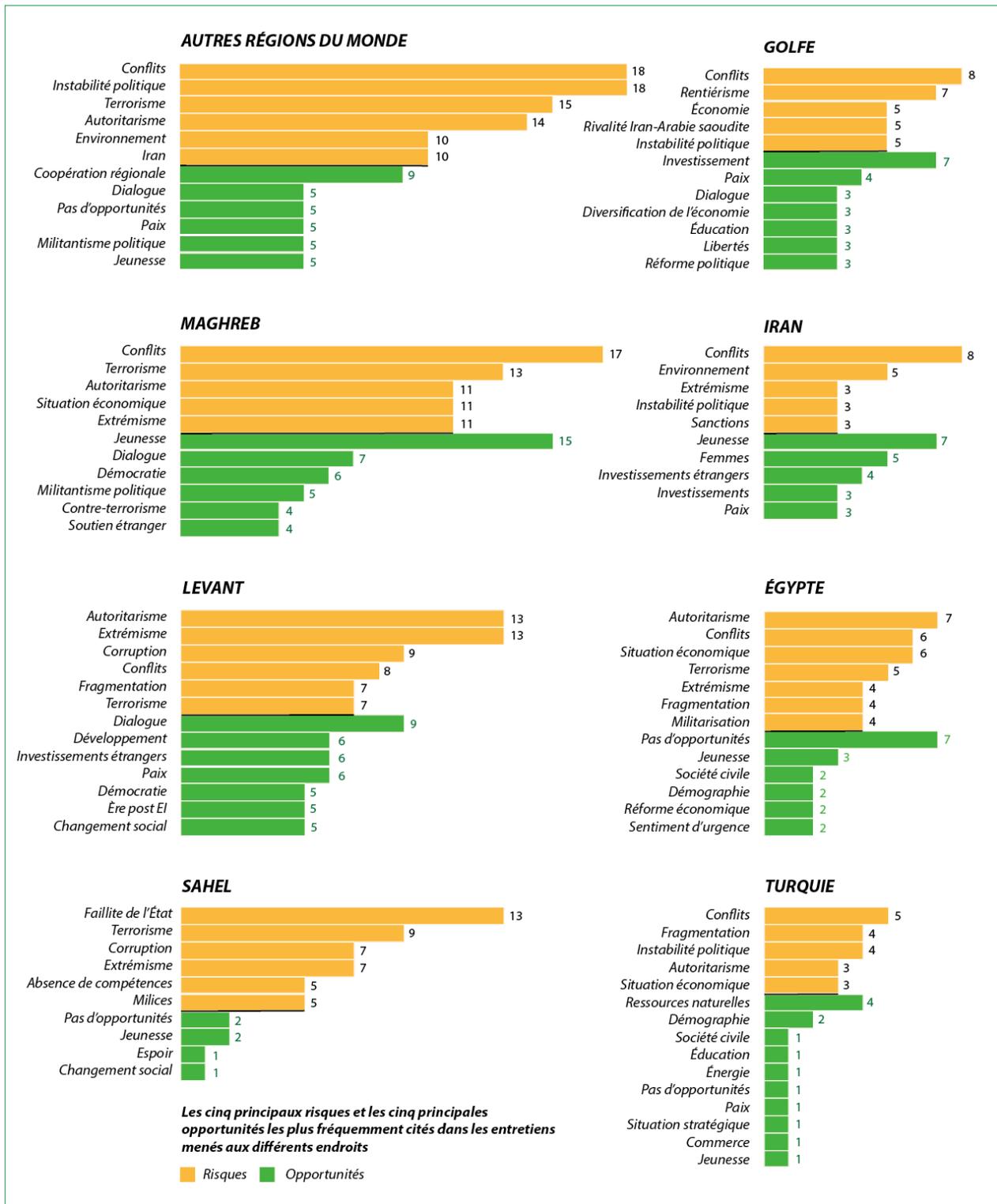


Créé par le CIDOB. Source : résultats agrégés et regroupés des entretiens en face à face.

3.2 UNE RÉGION DIVERSIFIÉE ET DES ATTENTES VARIÉES

Les différences énormes de niveaux d'espoir sont couplées à une lecture distincte de ce que sont les principales opportunités et les principaux risques. Même s'il y a des points communs (les conflits lorsqu'il s'agit de risques ; les jeunes lorsqu'il est question d'opportunités), les particularités sont encore plus révélatrices. En Égypte, la réponse la plus fréquente lorsqu'on pose des questions sur les opportunités est qu'il n'y en a pas. L'une des particularités de l'Égypte est l'importance accordée à l'autoritarisme dans l'évaluation des risques. Quant aux questions environnementales, il semble que les observateurs externes leur accordent plus d'importance que les acteurs locaux (l'Iran étant l'exception). Le Golfe est un monde à part entière : lorsqu'il s'agit d'opportunités, l'investissement est fréquemment mentionné, et pour les risques, le rentiérisme et la rivalité Iran-Arabie saoudite viennent au premier plan.

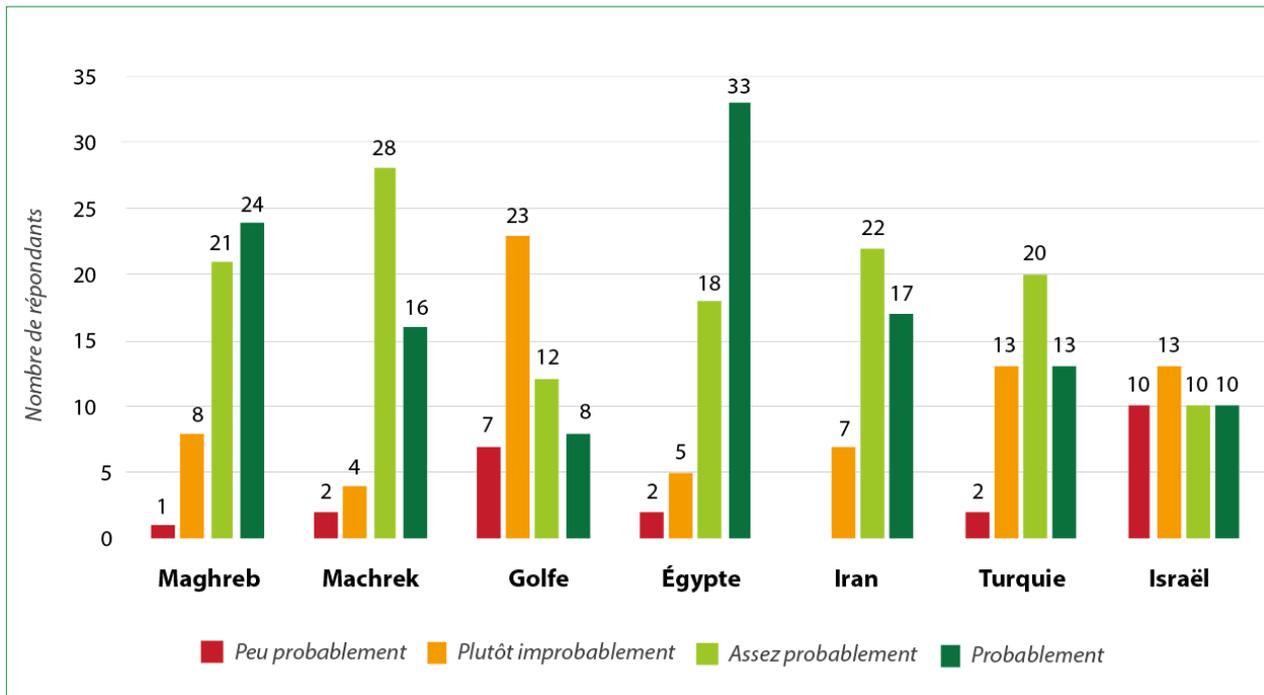
Figure 5 | Principaux risques et opportunités cités aux différents endroits



Créé par le CIDOB. Source : résultats agrégés et regroupés des entretiens en face à face.

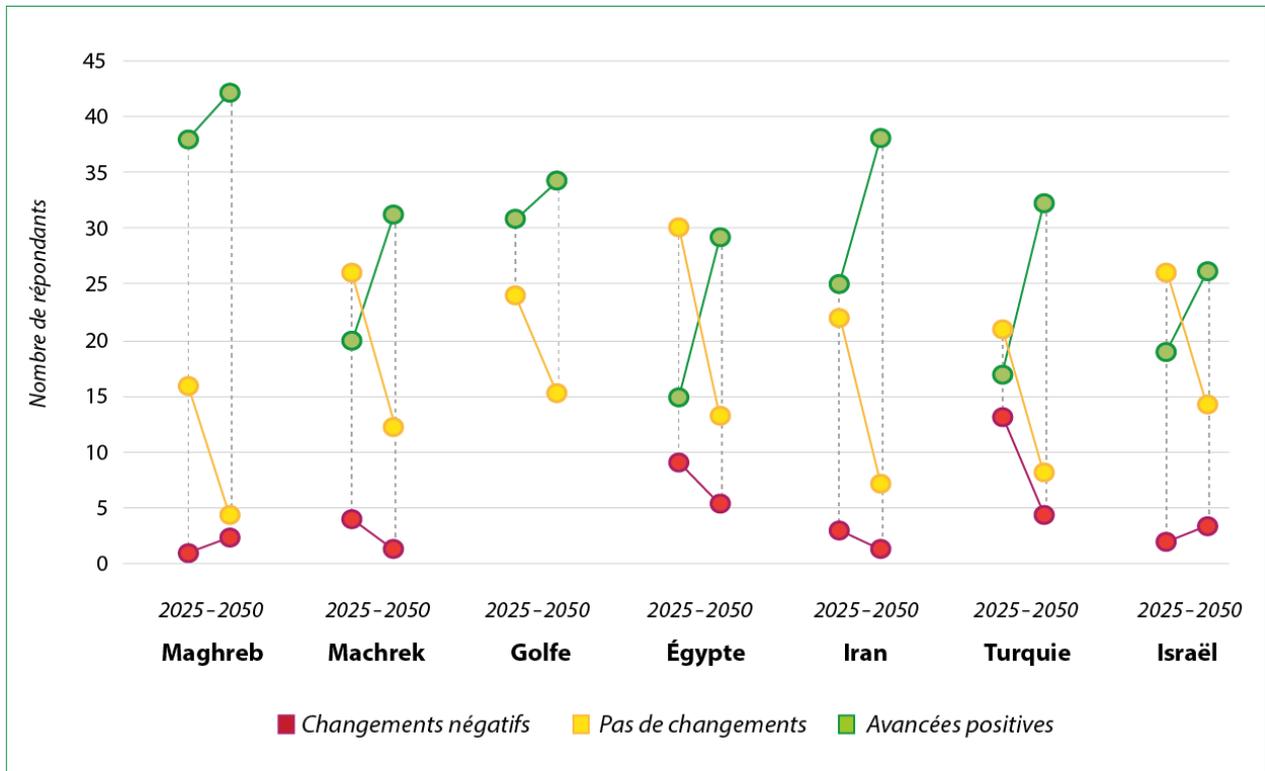
La perception dominante est que les différentes parties de la région emprunteront des chemins divergents à l'avenir ou évolueront à des rythmes différents. Cela se reflète clairement dans les réponses des experts qui ont participé à l'enquête Delphi. Par exemple, la perception selon laquelle l'urbanisation pourrait entraîner une agitation sociale est beaucoup plus aiguë en Égypte que dans d'autres parties de la région. L'égalité des sexes est un autre cas important. Les répondants ont beau avoir tendance à convenir qu'il y aura des progrès à l'avenir, ils sont moins optimistes en ce qui concerne la Turquie et l'Égypte, en particulier à court terme. En revanche, les pays du Maghreb sont considérés comme ceux qui pourraient progresser le plus rapidement sur cette question. Pour ce qui est du long terme, les attentes sont plus élevées pour l'Iran.

Figure 6 | L'urbanisation va-t-elle accroître les inégalités et les fragmentations sociales et économiques dans les pays et sous-régions suivants ?



Créé par le CIDOB. Source : enquête Delphi de MENARA.

Figure 7 | En matière d'égalité entre les sexes, d'importantes avancées verront-elles officiellement le jour dans les pays et sous-régions suivants ?



Créé par le CIDOB. Source : enquête Delphi de MENARA.

3.3 DE NOMBREUSES APPROCHES POSSIBLES

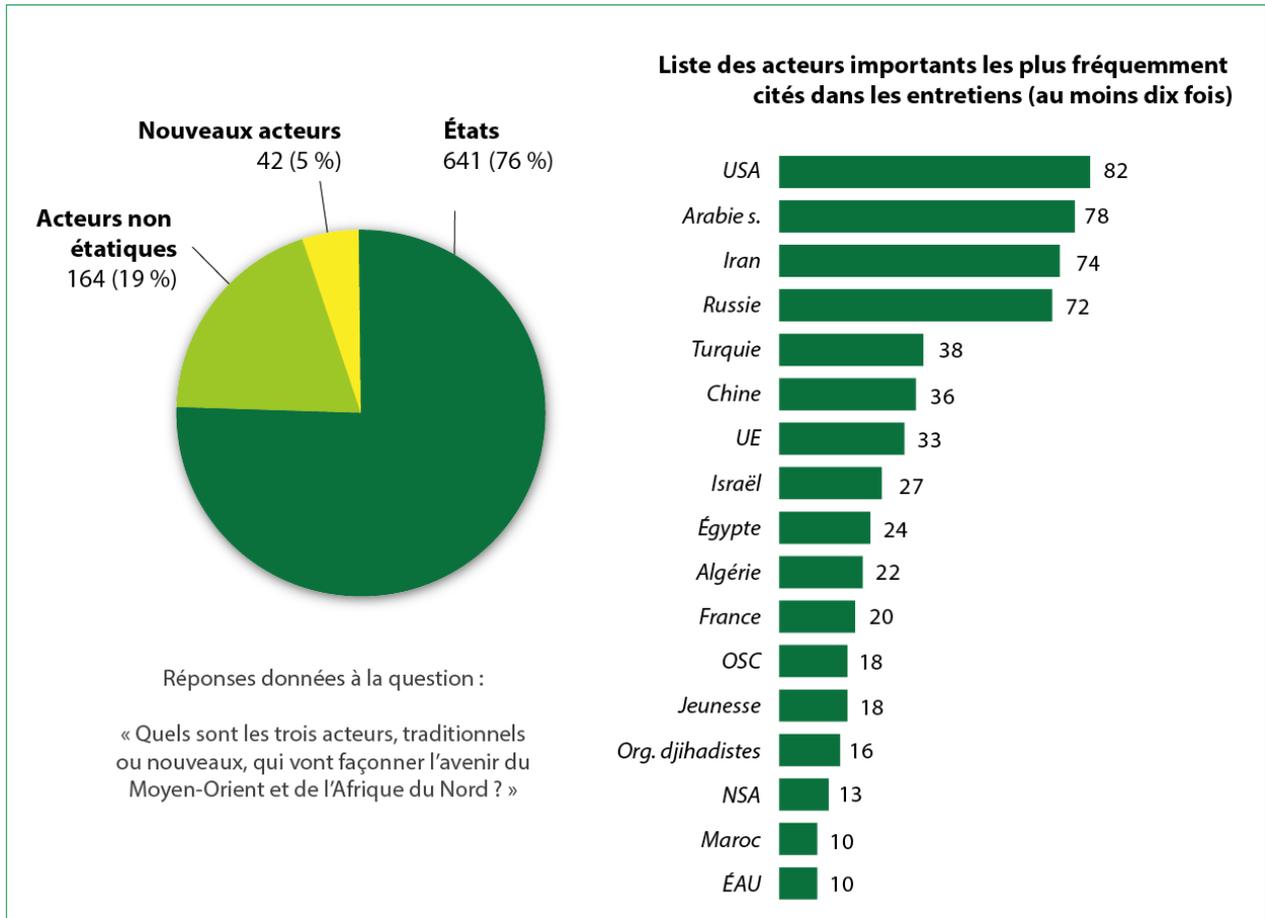
Les entretiens en face à face semblent réfuter trois idées qui ont imprégné le débat sur l'ordre régional de la région MENA : (1) l'idée que la région est devenue bipolaire en raison de la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; (2) l'hypothèse que la dynamique régionale est subordonnée aux agendas des puissances mondiales ; et (3) le constat que les acteurs armés non étatiques sont devenus des acteurs centraux.

Les personnes interrogées ont été invitées à identifier les acteurs qui façonneront l'avenir de la région. Elles ont spontanément mentionné de nombreux acteurs, de types très différents (locaux, régionaux et mondiaux). Les quatre premiers sont l'Iran, l'Arabie Saoudite, les États-Unis et la Russie, ce qui pourrait être interprété comme la perception d'un modèle bipolaire à plusieurs niveaux. Cependant, d'autres puissances régionales et acteurs internationaux ont également été pris en compte de manière significative, renforçant l'idée d'une région multipolaire (voir figure 8).

Une analyse plus granulaire nous permet ici aussi d'examiner quelques particularités de plus. Dans les entretiens menés au Maghreb, la jeunesse a été citée comme le troisième acteur le plus important ; les femmes sont classées parmi les dix premiers dans le Levant et en Iran ; et les organisations de la société civile ont également été citées comme acteurs clés par les observateurs externes et les

répondants d'Égypte et du Maghreb. Bien que les organisations terroristes – et en particulier l'État islamique – aient parfois été mentionnées, seules 29 % des références à des acteurs non étatiques correspondent à des groupes armés.

Figure 8 | Les acteurs qui vont façonner l'avenir de la région MENA

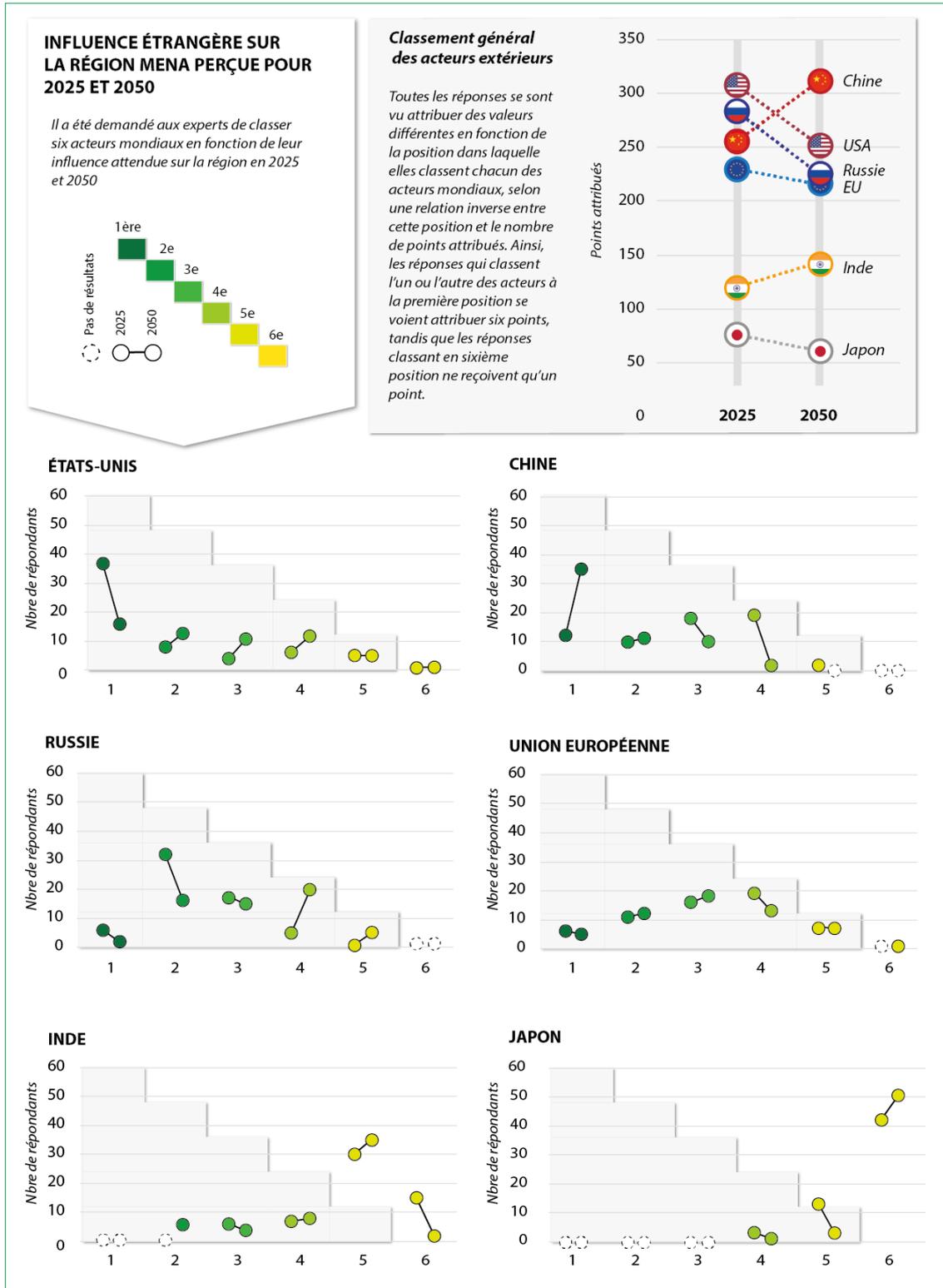


Créé par le CIDOB. Source : résultats agrégés et regroupés des entretiens en face à face.

L'enquête Delphi s'est également interrogée sur le rôle des acteurs mondiaux et a demandé aux experts de classer six d'entre eux (États-Unis, Russie, UE, Chine, Inde et Japon) en fonction de leur influence dans la région à moyen et long terme (voir figure 9). Si l'influence de l'UE est assez stable (dans une position secondaire mais significative), nous observons des différences majeures entre les autres acteurs : la Chine est supposée devenir l'acteur le plus influent d'ici 2050 ; l'influence de la Russie va diminuer considérablement à long terme mais ne va pas complètement disparaître ; et les États-Unis resteront la puissance la plus importante en 2025 mais pas en 2050.

L'une des principales conclusions que l'on peut tirer de ces résultats est que toute tentative de projection de scénarios futurs doit tenir compte d'un nombre important et diversifié d'acteurs qui interagissent aux niveaux local, régional et mondial. Les actions et les inactions de cette constellation d'acteurs peuvent exacerber les risques ou favoriser les opportunités qui façonneront l'avenir de la région.

Figure 9 | Influence attendue des acteurs extérieurs dans la région MENA en 2025 et 2050



Créé par Cristina Sala et Oriol Farrés (CIDOB). Source des données : enquête Delphi de MENARA.

4. SCÉNARIOS POUR 2025

4.1 RARÉFACTION DES RESSOURCES NATURELLES : L'EAU, LES ALIMENTS ET LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En 2025, la dégradation de l'environnement, associée à une croissance démographique dépassant largement les 500 millions de personnes, met les ressources naturelles sous pression et ses effets sur les conditions de vie sont visibles. Après une période où l'environnement n'a guère figuré au premier rang des priorités des dirigeants politiques et sociaux, elle commence maintenant à avoir un impact. La principale préoccupation concerne une possible aggravation de la situation après 2025 en raison de l'insuffisance des efforts mondiaux entrepris pour lutter contre le réchauffement climatique, mais aussi en raison de l'insuffisance des politiques d'adaptation destinées à mieux résister au changement climatique dans la région. De plus, il ne s'agit plus d'une question purement environnementale, mais d'un sujet aux ramifications politiques, sociales et économiques majeures. Les décideurs de la région et leurs partenaires mondiaux commencent à s'en rendre compte. Une atmosphère de pessimisme plane : est-il trop tard ? C'est ce que demandent de nombreux militants scientifiques et écologistes.



Enquête Delphi : Je suis convaincu que les disparités économiques et la mauvaise gestion des effets sociaux et économiques du changement climatique sur la vie socio-économique sont déjà et seront la source la plus importante de problèmes sociaux.

Le changement climatique a aggravé la pénurie d'eau. La région tout entière a moins de précipitations en 2025 qu'en 2018, bien qu'à ce jour, certains pays aient connu une augmentation de leur approvisionnement en eau (principalement la Turquie en raison de meilleures précipitations, mais aussi le Soudan et l'Égypte, qui dépendent des pays en amont du bassin du Nil, où les précipitations ont augmenté). Cependant, la hausse des températures et l'évapotranspiration ont neutralisé les bénéfices potentiels pour la production agricole. Les niveaux de pénurie d'eau ont augmenté dans tous les pays de la région, mais l'intensité et les effets de la pénurie sont particulièrement élevés dans certains d'entre eux. Ainsi, l'Irak a été pénalisé par les projets de barrages de la Turquie sur l'Euphrate et le Tigre et le pays reçoit désormais des débits d'eau réduits. À Bassorah, dans la région de Chatt-el-Arab, l'estuaire commun de l'Euphrate et du Tigre est à son niveau le plus bas et il est très pollué. Les habitants de cette région ont été chassés de la campagne et ont dû s'installer dans des villes comme Bassorah et Bagdad.



Entretien avec un responsable public au Koweït : La région est confrontée à de nombreux risques. La rareté de l'eau en est un, en particulier dans les pays ayant un important secteur agricole, comme le Maroc et la Tunisie, mais aussi dans ceux qui souffrent d'une mauvaise gouvernance, très aiguë dans des pays comme le Soudan.

Le reste de la région MENA souffre de fréquentes pénuries d'eau : seuls les pays peu peuplés et disposant de ressources financières suffisantes ont pu maintenir leur approvisionnement en eau à l'aide d'usines de dessalement. La situation est beaucoup plus préoccupante dans les pays les plus pauvres, comme le Yémen ou même la Jordanie. Le secteur le plus touché par la pénurie d'eau est l'agriculture, avec des effets désastreux sur la production alimentaire dans la région, à l'exception de la Turquie. En 2025, il n'y a pas encore eu de crise alimentaire liée au climat. Les gouvernements se sont tournés vers les marchés mondiaux pour augmenter progressivement leurs importations de céréales. Cependant, plusieurs économistes préviennent que cette situation n'est pas viable à long terme, en particulier dans de grands pays comme l'Algérie, l'Irak, l'Iran et peut-être même l'Arabie saoudite, à moins que la production de devises étrangères n'augmente à un rythme similaire dans d'autres secteurs économiques.



Entretien avec un expert au Qatar : Les défis transnationaux, comme la pénurie d'eau et d'autres questions environnementales, peuvent forcer les États à coopérer.

La désertification est un autre effet du changement climatique et de la volatilité des précipitations. Le risque est plus élevé dans la région MENA que dans toute autre partie du monde. Il est prévu que la désertification, et plus généralement la dégradation de l'environnement, seront parmi les nombreux facteurs qui pousseront les habitants des zones rurales vers les zones urbaines et périurbaines. Les effets de la dégradation de l'environnement sont également une préoccupation majeure pour l'économie de la région. Il ne s'agit pas seulement d'agriculture. Huit organisations d'entreprises du secteur touristique du Maroc, de Tunisie, d'Égypte et de Turquie, d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de Grèce ont organisé une grande conférence à Tunis en avril 2025. Elles ont publié un rapport soulignant les effets négatifs que la dégradation de l'environnement a déjà eue sur le secteur touristique dans la région, et présenté quelques projections pour 2035 qui devraient inciter les gouvernements à agir.

ET SI LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE N'ÉTAIT PLUS ASSOCIÉE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE?

En 2025, la région MENA a réussi à améliorer la sécurité alimentaire et hydrique en réduisant la consommation d'eau dans l'agriculture et en assurant un flux fiable d'importations alimentaires grâce à de meilleures relations commerciales et à une diversification économique. Avec plus ou moins de succès, les pays de la région MENA ont été en mesure de générer les devises étrangères nécessaires pour payer ces importations alimentaires. Certains pays comme l'Arabie saoudite et l'Égypte ont réduit leur production de blé, de luzerne et de coton, qui sont des cultures à forte consommation d'eau. De nombreux États cherchent à maintenir un certain niveau de production céréalière par souci stratégique de fiabilité des importations alimentaires en situation de crise (par exemple, sanctions, guerre), mais ils se concentrent sans relâche sur les cultures à valeur ajoutée comme les fruits et légumes pour obtenir « plus de récolte pour chaque goutte ».

L'amélioration des techniques d'irrigation et l'aridoculture ont rendu l'agriculture plus économe en eau. Toutefois, l'agriculture a tout de même dû être réduite pour éviter les effets dits de rebond : dans le passé, les gains de productivité issus de l'irrigation au goutte-à-goutte ont été utilisés dans des pays comme le Maroc et Israël pour accroître la production, ce qui a entraîné une augmentation globale de la consommation d'eau. Aujourd'hui, les gouvernements cherchent à associer les gains d'efficacité de l'eau à des limites de volume de production agricole. L'objectif est de réduire l'allocation globale dévolue au secteur agricole et d'orienter les rares ressources en eau vers les secteurs de l'industrie et des services qui contribuent beaucoup plus au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. Il y a eu une résistance politique considérable de la part des lobbies agricoles, mais d'autres secteurs du secteur privé, des groupes environnementaux et des organisations internationales ont appuyé ces changements de politique de la part des gouvernements de la région.

Les importations de céréales, de viande et de produits laitiers de la région sont en hausse, mais certains pays comme la Turquie, le Maroc, la Tunisie et Israël continuent d'être des exportateurs importants de fruits et légumes. Plutôt que de nier leur dépendance à l'égard des importations alimentaires comme par le passé, les gouvernements de la région MENA l'adoptent et la gèrent maintenant. L'« eau virtuelle » intégrée dans les importations alimentaires a ajouté un deuxième Nil au bilan hydrique de la région, parvenant ainsi à préserver les rares ressources domestiques en « eau bleue » physique. L'Égypte et les Émirats arabes unis (ÉAU) se positionnent activement en plaques tournantes du commerce alimentaire pour l'ensemble de la région dans un effort visant à regrouper les forces du marché. Les politiciens de la région MENA cherchent à atténuer les risques à l'importation en cultivant activement des relations avec les principaux exportateurs de produits alimentaires comme la Russie, les États-Unis, le Brésil, l'Australie, la Thaïlande, le Canada et la France. Ils sont également plus conscients des risques que le changement climatique fait peser sur les capacités de production des pays exportateurs. Par conséquent, même les exportateurs de pétrole des pays de la région MENA sont plus disposés à s'engager dans des efforts multilatéraux pour lutter contre les émissions et atténuer le changement climatique.

Les pays riches en pétrole de la région MENA continuent d'investir dans les secteurs alimentaires à l'étranger, mais leur approche a changé. Au départ, ils visaient à acquérir des terres, mais bon nombre de ces projets n'ont jamais vu le jour et ont provoqué des réactions politiques négatives. Le débat mondial sur l'accaparement des terres a accusé les pays du Golfe de compromettre les moyens de subsistance de pays en situation d'insécurité alimentaire comme le Soudan ou le Pakistan. Aujourd'hui, leurs investissements sont réalisés dans des marchés agricoles développés tels que l'Argentine, l'Australie et le Canada, et ils se concentrent plutôt sur les secteurs en aval du commerce, de la transformation et de la distribution des aliments que sur l'acquisition pure et simple de terres.

Les devises nécessaires à l'importation de denrées alimentaires ne proviennent pas seulement des exportations actuelles de pétrole et de gaz. Les pays du Golfe se sont diversifiés tout au long de la chaîne de valeur des hydrocarbures et exportent des produits raffinés et pétrochimiques plutôt que du pétrole brut. Ils ont également développé des industries à forte intensité énergétique telles que celle de l'aluminium et cherchent à attirer des industries d'assemblage à plus forte intensité de main-d'œuvre (par exemple, la construction automobile) pour créer davantage d'emplois. Certains pays de la région MENA, comme le Maroc, ont fait des progrès considérables dans le domaine des énergies renouvelables et ont réussi à attirer davantage d'investissements étrangers directs et de capacités de production, dans le textile et dans une usine de voitures électriques à Tanger, construite par la société chinoise BYD. L'amélioration de l'accès à Internet a également permis aux pays de la région de se brancher plus facilement sur le marché en expansion des services échangeables à l'échelle mondiale. La rationalisation de l'agriculture, la diversification économique, la gestion du commerce des denrées alimentaires et l'amélioration de l'accès à la nourriture dans le sillage d'une croissance inclusive ont amélioré la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau.

4.2 LE PÉTROLE A ENCORE DE L'IMPORTANCE - MAIS LA DÉCARBONATION EST INÉLUCTABLE

Comme dans de nombreuses autres régions du monde, la demande énergétique globale devrait augmenter dans les pays de la région MENA jusqu'en 2025, mais à un rythme plus lent (plus 15 %) que la moyenne mondiale (plus 25 %), grâce aux mesures importantes qui ont déjà été prises pour favoriser la transition énergétique, ainsi qu'aux nouvelles politiques et objectifs qui ont été annoncés. On peut observer des différences significatives entre les pays importateurs et exportateurs d'énergie. La plupart des taux de croissance les plus élevés se situent dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et en Iran.



Enquête Delphi : L'économie mondiale s'éloigne rapidement du pétrole. Au cours de la prochaine décennie, nous assisterons probablement à une transition profonde et souvent perturbatrice vers des sources d'énergie renouvelables, même si le pétrole restera un produit important pendant un certain temps. Le Moyen-Orient ne fait pas exception, même si cette transition prend plus de temps que dans de nombreuses autres régions.

En 2025, la région MENA reste très dépendante des combustibles fossiles, qui lui sont utiles pour sa consommation intérieure et aussi en tant que source de revenus à l'exportation. Pourtant, la région est en pleine mutation en raison de l'évolution de sa propre demande, mais peut-être encore plus en raison des innovations technologiques déployées au niveau mondial. À ce stade, nous ne sommes pas encore dans un monde post-pétrole, mais le modèle économique qui a prévalu dans les pays rentiers de la région est amené à disparaître. Les économistes et les experts en énergie ne s'entendent pas sur la date de cette disparition, mais s'accordent à dire que le modèle actuel deviendra obsolète.

L'augmentation rapide de la demande d'énergie, en particulier d'électricité, est la tendance la plus notable dans la région. En 2025, les combustibles fossiles continuent de dominer le bouquet énergétique de la plupart des pays de la région MENA malgré le rôle croissant des énergies renouvelables. Bien que le pétrole ait été la source d'énergie dominante dans la région MENA pendant longtemps, sa part dans le bouquet énergétique est tombée à moins de 40 %, tandis que le gaz naturel a gagné en importance dans toute la région, dépassant le pétrole comme source d'énergie principale et représentant plus de la moitié de la demande énergétique totale.

La production de pétrole brut dans la région a connu une croissance continue pour répondre à la demande croissante d'énergie intérieure et à l'étranger. La production de la région MENA représentait environ 38 % de la production mondiale totale de pétrole en 2016. L'abondance des réserves et des volumes de production continue de faire de la région un acteur clé sur les marchés mondiaux du pétrole. La majeure partie du gaz de la région MENA est actuellement exportée vers l'Asie-Pacifique (près des deux tiers – principalement vers le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et la Chine), suivie par l'Europe et la région Eurasie.

En 2025, la tendance à la hausse de la demande intérieure d'énergie, conjuguée à la lenteur de la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable et à l'absence de mesures de gestion de la demande, est devenue un casse-tête majeur. Les balances commerciales des pays exportateurs d'énergie ont été affectées négativement, ce qui a mis les budgets des États sous pression. Cela a conduit à l'introduction de politiques d'ajustement structurel qui ont réduit les subventions, avec pour résultat une nouvelle vague de protestations en 2021. Sur une note plus positive, la pression en faveur de la diversification du bouquet énergétique s'est accrue.

Malgré leur potentiel, la contribution des énergies renouvelables à la demande totale d'énergie primaire reste inférieure à 10 % en 2025, et elle est particulièrement faible dans les pays exportateurs d'hydrocarbures. Cette situation devrait changer au cours de la prochaine décennie. La baisse du coût des technologies d'énergie renouvelable, boostée par des marchés importants comme la Chine, a débuté à la fin des années 2010. Elle est devenue une opportunité majeure pour les pays de la région MENA. Grâce à cette baisse, ils peuvent utiliser les énergies renouvelables pour produire de l'électricité dans les pays, ce qui leur permet d'économiser du pétrole et du gaz pour les exporter sur les marchés internationaux. L'exploitation des sources d'énergie renouvelables disponibles localement renforcera la sécurité énergétique des pays importateurs d'énergie. Selon les experts, les opportunités sont là, mais la région n'a pas su les saisir dans le passé.

La plupart des pays de la région MENA n'ont pas atteint les objectifs énergétiques qu'ils s'étaient fixés pour 2025 et il est probable que certains des obstacles qui les en empêchent ne seront pas levés à court terme : la faiblesse des infrastructures de réseau, les obstacles réglementaires, l'accès au financement et, surtout, les subventions pour les énergies classiques et l'inertie institutionnelle. Pour encourager le déploiement de projets, plusieurs pays ont adopté un ensemble d'outils de soutien, notamment des plans et des objectifs en matière d'énergies renouvelables, des appels d'offres, des mécanismes de prix (tarifications préférentielles et primes de rachat), des systèmes de quotas et des incitations fiscales, ainsi que des accords d'achat d'électricité à long terme. Le Maroc, les Émirats arabes unis, Israël, l'Égypte et la Turquie sont en tête de ce développement. En revanche, l'Arabie saoudite ne parvient pas à réaliser sa « Vision 2030 », les tensions régionales et nationales ayant détourné son attention de cette transformation stratégique. En 2025, dans l'ensemble, en termes de demande énergétique par combustible, la plupart des pays de la région poursuivent leurs efforts pour diversifier leur bouquet énergétique, mais avec plus ou moins de succès. Toutefois, la réalisation de leurs ambitions est difficile et exige un certain nombre de choix politiques. Des pays comme le Maroc, la Jordanie et, dans une moindre mesure, l'Égypte montrent la voie en mettant en œuvre une véritable transformation du marché.



Enquête Delphi : Malgré leurs discours sur la planification d'un avenir post-pétrolier, les pays de l'OPEP ne se sentent pas incités dans l'immédiat à changer leur système d'approvisionnement énergétique. Les intérêts des élites politiques sont entièrement liés à la production et à l'exportation de pétrole et de gaz naturel.

En plus des énergies renouvelables, plusieurs pays de la région envisagent davantage d'investir dans l'énergie nucléaire comme source d'énergie alternative, non seulement parce qu'elle leur permettrait de diversifier leur bouquet énergétique et d'augmenter la quantité de combustibles fossiles à exporter, mais aussi parce qu'elle confère un statut géopolitique et offre des possibilités d'intensifier leurs relations avec la Russie et la Chine. Quelle qu'en soit la motivation, l'énergie nucléaire a pris de l'ampleur dans la région en 2025. Aux côtés de l'Iran, les Émirats arabes unis et la Turquie ont été des leaders. L'Arabie saoudite et l'Égypte ont également fait des progrès, et beaucoup d'autres pays discutent de cette possibilité. Les autorités égyptiennes et russes ont confirmé leur intention d'inaugurer la centrale nucléaire de Dabaa en 2028, deux ans plus tard que prévu. Toutefois, en raison des coûts d'investissement initiaux élevés par rapport à d'autres technologies de production d'électricité, l'option nucléaire pourrait ne pas être réalisable dans tous les pays intéressés, notamment dans ceux qui disposent d'un financement public limité, comme la Jordanie et le Maroc. Et même dans les États riches en pétrole et en capital, le scepticisme augmente. Certains projets nucléaires ont été annulés ou retardés en raison de finances publiques mises à rude épreuve. Certains gouvernements pourraient se tourner vers la Russie et la Chine afin d'obtenir un soutien technologique et financier pour des programmes d'énergie nucléaire. Les implications régionales et géopolitiques de ces mesures sont très sensibles et ont des conséquences majeures pour les structures de pouvoir.



Entretien avec un expert marocain : Il existe un fort potentiel de ressources nationales, un marché mondial favorable et la connexion entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Il existe des complémentarités entre les pays du Nord et du Sud et un contexte favorable au développement des énergies renouvelables, de même que des technologies en développement continu, qui visent à réduire les coûts d'investissement et d'exploitation et à produire des kWh compétitifs. La sensibilité environnementale et la lutte contre le réchauffement climatique jouent aussi leur rôle dans tout cela.

ET SI LE MAROC DEVENAIT UN LEADER DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ?

À l'exception de l'Algérie et de la Libye, tous les pays du sud et de l'est de la Méditerranée sont des importateurs nets d'énergie. Le Maroc, en particulier, a un taux de dépendance aux ressources étrangères de plus de 90 % depuis un certain temps. Mais déjà dans les années 2010, le gouvernement marocain et les experts en énergie ont commencé à innover dans le secteur énergétique du pays. Un facteur décisif à cet égard est que le pays est situé à l'intérieur de ce que l'on appelle la Ceinture de soleil, avec des valeurs d'éclairement énergétique horizontal global allant de 1 600 kilowatt/heure par mètre carré par an (kWh/m²/an) dans les zones côtières de la Méditerranée à 2 600 kWh/m²/an dans le désert, et un éclairement énergétique normal direct variant de 1 800 kWh/m²/an à plus de 2 800 kWh/m²/an. C'est l'une des régions du monde les mieux dotées en énergie solaire pour les applications solaires photovoltaïques et solaires à concentration. Le potentiel de l'énergie éolienne est également très élevé. Plusieurs

organisations de développement étrangères de l'UE ainsi que l'UE proprement dite (Plan solaire) ont soutenu des projets afin d'accélérer la transformation vers les énergies renouvelables.

En 2025, le Maroc, mais aussi la Turquie, l'Égypte et la Tunisie, auront réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable. Le Maroc a atteint ses objectifs de 2020 en matière d'énergies renouvelables avec plus de 1,2 GW de capacité existante en place. Un certain nombre de projets d'envergure sont en construction ou en développement, notamment le projet éolien de 850 MW et la construction en cours des deuxième, troisième et quatrième phases du complexe solaire Ouarzazate Noor ainsi que d'autres projets solaires.

Au début des années 2020, le gouvernement marocain a lancé un ambitieux programme d'implantation des énergies renouvelables dans ses vastes zones rurales. Celui-ci a contribué à l'électrification complète des zones rurales et a donné une impulsion majeure aux projets de développement rural, notamment dans l'agriculture, les petites entreprises et l'éducation. Ce type de stratégie de décentralisation a été promu par de nombreux experts nationaux et internationaux qui travaillaient au laboratoire des nouvelles technologies énergétiques à Rabat, avec le soutien de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et d'EuroSolar.

Pour mener à bien le déploiement de ces projets, le Maroc a adopté un ensemble d'outils de soutien, dont des plans et des objectifs en matière d'énergies renouvelables, des appels d'offres, des mécanismes de prix (tarifications préférentielles et primes de rachat), des systèmes de quotas et des incitations fiscales ainsi que des APP à long terme. En particulier, les appels d'offres soutenus par le gouvernement ont abouti à certains des projets les plus rentables au niveau mondial pour le solaire et l'éolien, avec des prix bas record au Maroc et aux ÉAU. Au Maroc, le projet éolien de 850 MW avec des offres record d'environ 30 \$/MWh est l'un des plus bas prix annoncés pour l'énergie éolienne dans le monde.

Néanmoins, le passage à un système d'énergie renouvelable n'est nullement garanti au Maroc ou ailleurs. Après la hausse des prix de plusieurs biens de consommation, la population marocaine a manifesté à plusieurs reprises contre la hausse des prix du carburant et de l'électricité, appelant à l'intervention du gouvernement en faveur d'une régulation accrue du secteur. Dans ce contexte, le partenariat avec l'UE a été approfondi, en particulier avec les pays européens voisins. À Bruxelles, l'importance fondamentale d'un approvisionnement en énergie propre et bon marché pour le développement économique a été reconnue et un vaste programme a été préparé. Parmi les pays du Maghreb, une discussion a commencé en 2025 pour un plan régional de diffusion des éléments réussis de la stratégie énergétique du Maroc. Le « modèle marocain » a été discuté jusqu'en Jordanie, en Turquie et en Égypte. Pour le Maroc, cette politique énergétique a été pratiquée dans le but d'intensifier et de diversifier les relations économiques avec ses voisins du Sud et de stabiliser le développement de la région.

4.3 LE CONTRAT SOCIAL MENACÉ : LES INÉGALITÉS AU PREMIER PLAN

Si l'on en croit les statistiques officielles, au sein des pays de la région MENA les inégalités de revenus ne sont pas très criantes en comparaison avec ce qu'affichent les statistiques internationales. Voilà qui ne correspond pas nécessairement à la perception qu'ont les gens de ces inégalités. Dans les faits, l'inégalité des richesses est considérablement plus élevée et a été sous-estimée par les statistiques officielles, qui ne prennent pas suffisamment en compte les grandes fortunes. De plus, la situation change radicalement lorsque l'on considère les inégalités intrarégionales plutôt que les inégalités nationales : l'édition 2018 du *Rapport sur les inégalités mondiales* a conclu que la région MENA dans son ensemble affichait la plus grande inégalité des revenus au monde : dix pour cent de sa population possède soixante et un pour cent du revenu. En 2025, la région présente le plus grand écart au monde entre son pays le plus riche (le Qatar, qui est aussi le pays le plus riche du monde) et son pays le plus pauvre (le Yémen, qui compte parmi les vingt-cinq pays les plus pauvres du monde depuis 2022). Les différences sont également énormes entre les territoires de plusieurs pays, en particulier entre les grandes villes et les zones côtières d'une part, et les zones rurales et les petites et moyennes villes, mal connectées et possédant des infrastructures économiques et sociales déficientes, d'autre part. Cette fracture constitue un problème majeur jusque dans certaines des économies les plus développées de la région. La Turquie en est un bon exemple : déjà en 2014, le PIB par habitant d'Istanbul (la région la plus riche) était cinq fois plus élevé que celui d'Agri (la région la plus pauvre, dans l'est de la Turquie, près de la frontière avec l'Iran). Cette tendance n'a fait qu'augmenter.



Entretien avec un expert iranien : L'un des principaux risques de la région est l'écart entre les nantis et les démunis.

« La région MENA n'a pas un problème principal mais plusieurs. Tous doivent être traités simultanément, et l'inégalité est l'un de ces problèmes » a déclaré le nouvel économiste en chef du Fonds monétaire international, un économiste néerlandais d'origine marocaine, lors du Forum économique mondial 2025 qui s'est tenu à Davos. La région doit se développer davantage pour attirer des investissements étrangers directs, accroître le commerce intrarégional, créer des emplois décents, en particulier pour les jeunes et les femmes, et diversifier les économies qui dépendent encore des combustibles fossiles. C'est le mantra répété par les experts et les décideurs depuis plus d'une décennie, mais pour la première fois, les institutions financières mettent les inégalités au niveau de tous les autres défis. En fait, les universitaires s'accordent de plus en plus à dire que les politiques d'ajustement structurel, même si elles ont amélioré les indicateurs macroéconomiques, se sont traduites par un accroissement des inégalités dans la région MENA.



Enquête Delphi : La frustration sociale, l'explosion de la jeunesse, le manque d'opportunités d'emploi pour la jeunesse arabe, le mécontentement au sujet des réseaux de népotisme, le clientélisme et la corruption se poursuivront et augmenteront encore d'ici 2025. L'écart entre les populations défavorisées et les élites dirigeantes va se creuser si les gouvernements respectifs ne sont pas disposés à mettre en œuvre plus de diversification économique, de liberté politique et de transparence administrative. S'ils ne le font pas, la frustration augmentera, suivie d'une répression sévère, entraînant une crise d'identité dramatique liée au décalage existant entre les dirigeants et la population.

Les inégalités – et les frustrations qui y sont associées – sont considérées comme l'un des principaux moteurs de la nouvelle vague de protestations qui a secoué la région en 2021, qualifiée par certains, dix ans après les premiers soulèvements, de deuxième printemps arabe. L'Égypte a été, une fois de plus, l'un des principaux épicentres de ces protestations. Cependant, les manifestants n'ont pas réussi à faire pression en faveur du changement et les gouvernements en place dans toute la région les ont réprimés de manière encore plus brutale qu'en 2011. Les gouvernements ont pu endiguer le mouvement de protestation, mais à un coût très élevé : 5 250 personnes ont perdu la vie dans des affrontements avec les forces de sécurité, selon les estimations de Human Rights Watch. La crédibilité de la communauté internationale a été compromise. Donald Trump, récemment réélu, a donné son plein appui aux régimes et a rejeté les revendications des manifestants, les traitant de « bande de voyous » dans l'un de ses fameux tweets. Les Européens ont exprimé leur inquiétude mais n'ont pris aucune mesure particulière pour faire pression sur les gouvernements de la région MENA. Lorsqu'un journaliste a demandé à un homme politique du centre-est pourquoi l'Europe était si timide, ce dernier lui a répondu : « Que voulez-vous, les laisser entrer avec tous leurs problèmes ? Chacun a le droit et l'obligation de maintenir l'ordre dans sa propre maison. »



Enquête Delphi : Tant que les gens peuvent nourrir leur famille, même avec difficulté, ils sont capables de supporter presque tous les niveaux de mauvaise gestion, de corruption et de répression. Sinon, ils se mettront à agir, souvent en désespoir de cause.

Malgré le traumatisme infligé par la répression des forces de sécurité en 2021, les griefs qui ont fait descendre les gens dans la rue n'ont pas disparu. En fait, depuis 2023, la région a été le théâtre d'un nombre croissant de protestations dispersées dans plusieurs régions périphériques, telles que les provinces du sud de l'Algérie, le centre-ouest de la Tunisie, les régions du Moyen Atlas et du Rif au Maroc, le sud de l'Irak, Al-Hassa en Arabie saoudite, autour de la ville libanaise de Tripoli, et même à Charjah et à Ajman, dans les Émirats arabes unis. Il ne s'agit pas seulement

d'un phénomène arabe, puisque des manifestations similaires ont éclaté au Baloutchistan et dans la province iranienne de Kerman. Ces manifestations atteignent rarement les capitales et, contrairement aux manifestations de 2011 ou de 2021, elles ne sont pas présentées comme faisant partie d'un mouvement régional. Cependant, de nombreux experts les considèrent comme les symptômes d'un problème persistant de mécontentement social et de frustrations territoriales. Un économiste égypto-américain du Massachusetts Institute of Technology (MIT), lauréat du prix Nobel d'économie en 2024, a déclaré dans une de ses premières interviews publiques : « Un jour, un tsunami de protestations va surprendre tout le monde et il sera trop tard... Je suppose qu'alors certains essaieront de blâmer les économistes de ne rien avoir vu venir. Ce que je peux déjà vous dire, c'est que ce ne sont pas les mécanismes d'alerte précoce qui auront échoué, mais plutôt notre capacité collective à écouter les signaux et à accroître la résilience de nos sociétés et de nos institutions. » Le rapport sur le développement arabe publié par le Programme des Nations unies pour le développement en 2022 faisait le même constat. Il rappelait que son rapport de 2002 soulignait déjà certaines des questions qui allaient déclencher les soulèvements neuf ans plus tard. Si les signes actuels de troubles sont ignorés, dit ce rapport, les dirigeants régionaux et mondiaux pourraient retomber dans le même piège. Le rapport mentionne également qu'aucun des problèmes identifiés en 2002 n'a été traité efficacement et que, en outre, la région subit et continuera de subir les conséquences de la dégradation de l'environnement ainsi que la perte de confiance dans les institutions locales et nationales.



Entretien avec un homme politique de l'opposition en Égypte :

Les classes défavorisées d'Égypte sont profondément touchées par la mauvaise gestion économique, ce qui tôt ou tard affectera la stabilité du régime et sa capacité à durer. Il n'y a pas de stratégie économique convaincante pour gérer cette bombe à retardement.

Alors que les inégalités territoriales ont été un point faible négligé dans les économies de la région MENA, le chômage et en particulier le chômage des jeunes attirent l'attention des donateurs internationaux et des institutions financières depuis 2011. D'innombrables projets ont été financés pour promouvoir l'employabilité et l'esprit d'entreprise, mais en 2025, les résultats sont loin d'être satisfaisants. Le chômage des jeunes a à peine diminué et les effets sociaux sont clairement visibles. Entre autres nombreux exemples, il se traduit par l'augmentation de l'âge du mariage, tant pour les hommes que pour les femmes. Il s'agit là d'une frustration générationnelle majeure. Malgré tous les efforts déployés, la région reste en tête du classement mondial du chômage des jeunes. Cela contraste avec l'amélioration de cet indicateur dans des pays d'Europe du Sud comme l'Espagne et la Grèce où, dix ans plus tôt, les taux de chômage étaient encore plus élevés. Les économistes ont tendance à convenir que le chômage et le sous-emploi des jeunes dans la région MENA ne devraient pas être traités comme une maladie chronique mais plutôt comme le symptôme d'un contexte social et économique malsain.



Enquête Delphi : Internet offre des mécanismes novateurs pour l'entrepreneuriat individuel et en particulier pour les femmes de la région.

ET SI L'AUTONOMISATION DES FEMMES ÉTAIT PLUS QU'UN SLOGAN ?

En 2025, la situation est loin d'être parfaite et il y a encore un long chemin à parcourir pour parvenir à l'égalité, mais les progrès réalisés en matière d'autonomisation des femmes sont bien supérieurs à d'autres indicateurs, tels que les libertés politiques, les inégalités territoriales ou le chômage des jeunes. Cela s'explique en partie par le fait que la région est partie d'un niveau très bas. En 2017, le Moyen-Orient affichait les pires taux de l'indice mondial de l'écart entre les sexes, et sur 144 pays, l'Arabie saoudite occupait la 138e place. Les indicateurs de développement de la Banque mondiale font également état d'une très faible participation des femmes au marché du travail (environ 20 %), du taux de chômage le plus élevé et de l'écart entre les sexes le plus important au monde en matière d'entrepreneuriat. Les seuls domaines dans lesquels des progrès ont été réalisés sont l'augmentation de la représentation des femmes dans les parlements, grâce à l'introduction de quotas par sexe dans de nombreux pays et au taux de scolarisation des femmes dans l'enseignement secondaire et supérieur.

Les réformes adoptées par la Tunisie en faveur de l'égalité des droits successoraux et les nouvelles lois criminalisant la violence contre les femmes dans des pays comme la Jordanie ou l'Algérie ont été considérées comme des jalons juridiques majeurs dans l'autonomisation des femmes. En 2020, la décision saoudienne de mettre fin au système de tutelle masculine ainsi que les lois adoptées en Tunisie, au Maroc, en Algérie et en Jordanie pour encourager la participation des femmes au marché du travail ont été considérées comme des tournants majeurs. La Tunisie a été le premier pays à introduire ces mesures et la Banque mondiale a estimé qu'elles étaient essentielles pour expliquer le regain de dynamisme de son économie. D'autres pays prennent les mêmes mesures, dans l'espoir que les dividendes économiques se concrétiseront également. Plusieurs études suggèrent que la combinaison de trois facteurs (urbanisation, digitalisation et militantisme social) a été déterminante pour expliquer pourquoi certains pays ont réalisé plus de progrès que d'autres.

Le magazine Time a choisi comme personnalité de l'année 2020 les femmes arabes. Depuis lors, la participation des femmes à la population active n'a cessé d'augmenter. Il y a deux secteurs économiques dans lesquels les femmes rattrapent les hommes en termes d'emplois nouvellement créés : le commerce électronique et le tourisme. L'une des réussites souvent évoquées est le cas d'une réfugiée syrienne au Liban qui a créé une start-up dans le but d'optimiser la consommation d'énergie domestique. En 2021, elle a reçu le prix de l'UE des femmes innovatrices et, peu de temps après, son entreprise s'est classée parmi les dix premières entreprises respectueuses de l'environnement dans le monde selon le classement nouvellement créé par Forbes.

Sur le plan politique, l'élection de la première femme présidente arabe en Tunisie a été considérée comme un tournant dans l'autonomisation politique des femmes. Les maires nouvellement élues de Casablanca et d'Amman sont également devenues des référents nationaux. En fait, ce processus ne se limite pas aux pays arabes. En Iran, les femmes représentent 20 % des postes ministériels et en Turquie, les femmes politiques ont remporté un tiers des sièges de l'assemblée. Dans le domaine culturel, l'attribution du prix Nobel de littérature 2025 à une poétesse iranienne a été célébrée comme un symbole de la renaissance culturelle des femmes dans la région.

Même si les femmes revendiquent un nouveau rôle au sein de la société et de la famille, la révolution à venir est celle de la redéfinition de la masculinité. Le fait que la région s'inscrive dans la tendance mondiale à l'individualisation, uni à l'émergence de référents culturels endogènes qui projettent de nouveaux rôles de genre, peut ouvrir la voie à cette transformation, si nécessaire.

4.4 DES SOCIÉTÉS FRAGMENTÉES: POLARISATION ET PLURALISATION

En 2025, la persistance des inégalités socio-économiques s'accompagne d'un renforcement général des identités collectives selon des critères sectaires, ethniques, idéologiques, générationnels et sexo-spécifiques. Dans la plupart des cas, cette situation est directement liée aux événements des soulèvements arabes survenus quinze ans plus tôt. Ils ont en effet contribué à ouvrir la boîte de Pandore des revendications et des intérêts particuliers restés en veilleuse ou activement réprimés jusqu'en 2011. Dans des pays comme la Libye et la Syrie, où de véritables conflits intra-étatiques font rage depuis plus d'une décennie, ces identités collectives se sont encore plus ancrées et ont subi un processus de sécurisation. Même les pays qui n'ont pas été touchés par les soulèvements arabes sont concernés par cette tendance et devront, en 2025, faire face aux conséquences d'un sentiment d'identité collective accru au sein de leur population. C'est le cas, par exemple, en Israël et en Turquie.

Une autre tendance transnationale qui a secoué l'ensemble de la région MENA et au-delà depuis 2011 est la fragmentation du camp islamiste tant au niveau national que régional. D'une part, la distinction entre islamistes modérés et islamistes plus conservateurs et puristes s'est élargie, comme en témoignent les différences doctrinales et politiques bien ancrées entre les groupes issus des Frères musulmans et les salafistes dans des pays comme l'Égypte et la Tunisie. La secte madkhaliste, bénéficiant du soutien financier et politique de l'Arabie saoudite, est en expansion depuis dix ans. Dans une grande partie de la région, mais plus encore au Maghreb, cet état des choses a provoqué une réaction populaire qui revendique les pratiques traditionnelles de l'islam, jugées plus authentiques que la vision salafiste financée à l'étranger. D'autre part, les tensions géopolitiques régionales se sont renforcées à la suite de conflits d'autorité au sein du camp politico-religieux sunnite. C'est le cas, par exemple, de la rivalité entre la Turquie et l'Arabie saoudite qui, en 2025, a aggravé les conflits intra-étatiques et régionaux déjà existants.

Les décisions politiques et institutionnelles expliquent en partie les différences qui existent dans la région quant à la manière dont les identités collectives et leur impact sur la scène politique se sont manifestés. La différence la plus marquée est celle qui existe entre la polarisation (comprise comme le durcissement et l'enracinement d'identités collectives qui existaient auparavant, donnant lieu à des relations intra-sociétales conflictuelles) et la pluralisation (comprise comme le processus par lequel les identités collectives définissant le sentiment d'appartenance des personnes ont augmenté en nombre et trouvé un modus vivendi). Cette dernière représente largement une exception par rapport à la première.



Entretien avec un militant égyptien : La jeunesse urbaine influencera l'avenir de l'Égypte. Regardez les vêtements des jeunes dans des quartiers populaires comme Imbaba ! Il s'agit d'une révolution culturelle micro-politique, qui a plus de chances de réussir que la révolution macro-politique de 2011, qui a largement échoué.

Si certains signes de cette dichotomie étaient déjà évidents dans les réponses aux questions posées dans le cadre du Baromètre arabe (2016-2017) sur des thèmes sociaux, culturels et religieux et dans les attitudes des dirigeants des différents pays après 2011, elle est finalement devenue l'une des caractéristiques qui différencie les pays d'Afrique du Nord de ceux du Moyen Orient. La pluralisation que l'on peut observer en 2025 dans des pays comme la Tunisie a commencé à la suite des soulèvements arabes et a conduit à l'émergence progressive mais régulière de nouvelles identités collectives, autrefois dormantes ou réprimées.

La Tunisie abrite une communauté dynamique et diversifiée de militants politiques et sociaux, et de nombreuses organisations de la société civile se définissent en termes d'intérêts et de revendications identitaires collectives (qu'elles soient ethniques, tribales, générationnelles ou spécifiques au genre). En conséquence, les réalisations de ce pays trouvent un écho dans toute la région. Les dirigeants tunisiens se sont montrés capables d'écouter les différentes positions, de parvenir à des compromis et d'intégrer la diversité et le pluralisme dans leurs politiques. Ils l'ont fait aux niveaux local et national, malgré les nombreux problèmes qui persistent en raison d'autres griefs socioéconomiques et territoriaux et de problèmes de sécurité. Pour ne prendre qu'un exemple concernant la Tunisie, la renaissance après 2015 des identités locales – dont certaines reposent sur des affiliations tribales – dans certaines régions du pays (notamment autour de Sfax) a conduit à l'adoption en 2021 d'une loi nationale relative à l'usage et à l'enseignement des dialectes locaux dans les différentes régions de Tunisie. De même, le militantisme des mouvements tunisiens de femmes a jeté les bases de l'amendement du Code du statut personnel, favorisant ainsi l'égalité des sexes, y compris en matière de succession. L'élection de la première femme présidente lors des élections de 2024 est également considérée comme une étape importante.

Avec Beyrouth, Tunis est aujourd'hui l'un des pôles de diversité de la région et la Tunisie met en valeur la diversité dans sa projection internationale. Ce processus réussi de promotion de la pluralisation aux niveaux politique et institutionnel a été réalisé grâce au militantisme social et aussi grâce à une génération de dirigeants islamistes modérés d'Ennahdha qui ont agi comme

force de compromis et de recherche du consensus. Cette attitude a joué un rôle déterminant dans la promotion d'une nouvelle alliance islamo-nationaliste durable, avec la création de la coalition Ennahdha-al-Nidaa'al-sha'bi après l'effondrement de l'ancienne alliance islamo-laïque.

La situation est complètement différente dans la plupart des pays du Moyen-Orient. Là, la tendance principale est la polarisation des identités collectives, exprimées socialement à travers l'articulation de récits opposant « nous » et « eux », au départ présentés par les élites politiques et religieuses. En 2025, cette fragmentation installée au niveau sociétal s'accompagne d'une tentative consciente de favoriser des lectures majoritaires de ce que devrait être l'identité de l'État, qui marginalise ou réprime ouvertement d'autres formes d'identification collective autour de lignes ethniques, religieuses ou politiques. En Syrie, de larges segments de la majorité sunnite se sentent asservis, et même les groupes sociaux considérés comme proches du régime al-Assad sont préoccupés par le sectarisme croissant. Depuis dix ans, la ségrégation spatiale et les manipulations démographiques sont en plein essor. En Libye, les conflits politiques sont souvent exprimés en termes territoriaux et tribaux.



Enquête Delphi : Lorsque, génération après génération, le sujet de l'inégalité sociale n'est pas abordé (ne serait-ce que de manière discursive), il est très facile d'enflammer les populations en les incitant à haïr leurs voisins et tout groupe désigné comme « autre ».

En Turquie, la polarisation a atteint son apogée vers 2023 après la réélection d'Erdoğan. La coïncidence avec les célébrations du centenaire de la République de Turquie a contribué à consolider dans les grands médias un discours décrivant l'opposition comme antipatriotique. Cette situation est encore plus aiguë pour les groupes d'opposition kurdes. En outre, les tensions entre la population locale et les réfugiés syriens qui ont trouvé refuge dans le pays dix ans plus tôt sont de plus en plus visibles. Alors qu'une infime minorité de ces réfugiés est retournée en Syrie, la grande majorité est restée en Turquie, où ils sont considérés comme des « invités indésirables » qui font concurrence à la population locale (et sont devenus ses boucs émissaires) en ce qui concerne l'accès aux services de base. Cette conjoncture crée les conditions de ce que certains analystes définissent comme « la palestination des réfugiés syriens » en Turquie. Il y a un débat animé sur la question de savoir si ces invités devraient recevoir la nationalité turque, et c'est l'un des rares sujets qui créent des divisions à l'intérieur du camp de l'AKP.

En Israël, le discours révisionniste ethno-religieux est très bien illustré par le processus qui a poussé le Likoud et le parti d'extrême droite ultra-nationaliste Israel Beytenou à rivaliser à l'extrême droite du spectre au détriment de positions plus centristes. Bien que ce positionnement ait déclenché une scission au sein du Likoud, la société et la politique israéliennes de 2025 se sont progressivement tournées vers la droite et vers des positions ultra-religieuses. Non seulement ce n'est pas une bonne nouvelle pour les tentatives de résolution du conflit israélo-palestinien, mais les effets sont également largement ressentis en Israël même. Les Arabo-Israéliens sont marginalisés et la possibilité de rendre la Liste arabe illégale est à l'ordre du jour. Les groupes laïques ont intensifié leurs protestations contre les privilèges de la minorité ultra-orthodoxe.

En Turquie comme en Israël, l'enracinement des tendances antilibérales témoigne de l'incorporation de la région MENA dans la dynamique mondiale des clivages sociétaux et politiques dominants. Le tableau de la polarisation et des relations contentieuses entre l'État et la société reflète en effet l'essor des mouvements nationalistes-populistes en Amérique du Nord, en Europe et en Amérique latine de la fin des années 2010. Il existe également des similitudes en ce qui concerne les outils à l'aide desquels les identités collectives sont implantées et polarisées. La région MENA est un terrain fertile pour les campagnes de désinformation numérique et les discours de haine sur les médias sociaux.



Entretien avec un membre de la société civile en Irak : Le peuple irakien commence à réaliser que la violence et les meurtres ne résoudre aucun problème. Il s'éloigne du sectarisme.

ET SI L'IRAK CONNAISSAIT UNE RENAISSANCE ?

En 2025, les Irakiens sont extrêmement fiers de la transformation qu'a connue leur pays au cours de la dernière décennie. Les Irakiens et les observateurs extérieurs sont stupéfaits des progrès accomplis, en particulier parce que le reste de la région est encore soumis à des niveaux de violence et de tension politique très élevés. Tout le monde parle de la façon dont l'Irak a laissé derrière lui sa période noire. Quand ils parlent de cette période, certains évoquent plutôt la brutalité de la dictature de Saddam Hussein, d'autres la violence sectaire qui a suivi l'intervention américaine de 2003 ou encore le traumatisme de la prise de contrôle de Mossoul par l'État islamique. On peut dire qu'aujourd'hui, l'Irak connaît une renaissance dans tous les domaines.

Depuis 2018, les niveaux de sécurité n'ont cessé de s'améliorer. La politique irakienne reste extrêmement complexe, mais les tensions politiques n'affectent pas la vie quotidienne des citoyens et les milices ont été efficacement intégrées dans l'appareil de sécurité de l'État. Sur les plans politique et social, l'une des évolutions les plus prometteuses a été l'émergence de plates-formes intersectorielles réunissant des militants sociaux et politiques issus de différentes communautés ethno-religieuses autour de thèmes tels que la lutte contre la corruption, la violence contre les femmes, la dégradation de l'environnement et l'éducation. L'un des résultats positifs des dernières manifestations sur l'éducation de haut niveau a été le lancement d'un programme d'échange universitaire intra-irakien. Cependant, le mouvement le plus fort a été celui qui, en 2022, a été baptisé « De l'eau pour tous ». De plus en plus, les politiciens irakiens sont jugés en fonction de la prestation de services, et l'eau est devenue un enjeu majeur. Plus généralement, on pourrait soutenir qu'après la défaite de l'État islamique et les manifestations qui se sont tenues en 2018 et 2019 à Bassorah, l'attention s'est portée vers le sud. Les demandes axées sur des questions matérielles venant du sud influencent fortement l'élaboration des politiques et les récits sectaires qui critiquent ou soutiennent les actions du gouvernement fédéral jouent un rôle moins déterminant.

À d'innombrables reprises, ces plates-formes sont descendues dans les rues irakiennes et ont utilisé les réseaux sociaux pour faire valoir leurs arguments. Elles participent à la définition des programmes, mais leur capacité à façonner les décisions dépend de leur ingéniosité à établir des alliances avec des dirigeants politiques qui s'opposent explicitement au sectarisme. Parallèlement, les efforts de normalisation des relations entre Bagdad et Erbil ont porté leurs fruits. Des mesures importantes ont été prises par les deux gouvernements en 2019, à commencer par des réunions régulières entre les ministres. Les dirigeants kurdes ont ouvertement reconnu qu'ils avaient mal calculé les effets du référendum de 2017, et les autorités de Bagdad ont renforcé leur coopération avec Erbil en matière de contrôle des frontières extérieures et augmenté progressivement les transferts financiers au gouvernement régional kurde. Un accord consensuel sur le statut multiethnique de Kirkouk a été conclu en 2024. Après quatre ans de négociations (qui ont débuté par un accord en vue de la construction d'un aéroport international à Kirkouk), des représentants du gouvernement irakien, du gouvernement régional du Kurdistan et de plusieurs conseils provinciaux de la région ont convenu d'un statut spécifique pour les territoires contestés, qui portent désormais le nom officiel de territoires du Nord-Est. La réduction des tensions a été essentielle pour accroître la production d'énergie, et les deux gouvernements sont conscients des avantages de la coopération. En outre, le gouvernement irakien et le gouvernement régional du Kurdistan irakien se sont tous deux efforcés de diversifier le secteur de l'énergie et de réduire la dépendance de leur économie à l'égard du pétrole en développant des champs gaziers dans les provinces d'Al-Anbâr (sud du pays) et d'As-Sulaymânyah. Cette mesure augmentera leurs chances de s'assurer la fourniture de services et devrait atténuer les tensions entre Bagdad et Erbil au sujet de la gestion des réserves pétrolières situées dans les territoires contestés.

Sur le plan social, tout le monde parle de la qualification de l'équipe irakienne pour la Coupe du Monde de la FIFA 2022 comme d'un tournant majeur, les Lions de Mésopotamie battant l'Australie 2-1 avec un but en fin de temps réglementaire. Les buts ont été marqués par un attaquant sunnite de Mossoul âgé de 23 ans et un milieu de terrain kurde originaire de Souleymânyah. Ceci dit, la star du match a assurément été le gardien de but, un chiite de Bassorah, qualifié de meilleur joueur du match après avoir sauvé une occasion de la tête dans les dernières secondes de la prolongation. Les célébrations dans les rues irakiennes ont duré trois jours. L'Irak a également fait mieux que prévu lors de la Coupe du Monde elle-même. L'équipe nationale a réussi une passe historique vers les huitièmes de finale, où elle s'est courageusement battue et s'est inclinée face à l'Allemagne. Les Irakiens ont célébré cette défaite comme une victoire nationale et les joueurs ont été reçus à Bagdad en héros nationaux. Les Irakiens se souviennent fièrement de cette réalisation comme d'un exemple que, unis, ils peuvent aller beaucoup plus loin.

Toutes ces nouveautés ont transformé la manière dont l'Irak se positionne sur la scène régionale et internationale. Dans le discours qu'il a prononcé en 2024 à la conférence de Munich sur la sécurité, le ministre irakien des Affaires étrangères a affirmé que l'Irak n'est plus un champ de bataille mais un facteur d'équilibre dans une région instable. Certains analystes ont commencé à surnommer le pays la Finlande du Moyen-Orient, bien que les experts de la guerre froide rejettent cette définition en raison des grandes différences entre les deux cas. L'Iran et les États-Unis ont encore des troupes stationnées en Irak, mais leur présence a progressivement diminué. Nombreux sont ceux qui affirment que s'ils ne se retirent pas complètement, c'est parce qu'aucun d'entre eux ne veut être le premier à le faire. Cependant, la pression politique et sociale irakienne en faveur de leur départ est en augmentation, aux sons de « l'Irak a prouvé qu'il est capable de prendre en main son propre destin ». Sur la scène internationale, l'un des éléments les plus surprenants est l'effort consenti par le pays pour diversifier son partenariat international. Ainsi, les autorités irakiennes ont pris contact avec l'UE, et vice versa. L'une des premières visites du Haut Représentant nommé en 2019 a été à Bagdad et à Erbil, ce qui a été considéré comme l'une des nombreuses avancées vers la normalisation entre les deux gouvernements, et aussi comme un signe clair que l'Irak devenait une priorité majeure pour l'UE au Proche-Orient.

4.5 AUTORITARISME INTRUSIF : CONTRÔLE, RÉPRESSION ET DÉSINFORMATION

Les rapports 2025 d'Amnesty International, Transparency International, Freedom House et Reporters sans frontières décrivent une sombre situation des libertés politiques et des droits humains dans la région MENA. Les indicateurs de la Banque mondiale sur la gouvernance sont tout aussi déprimants, la Tunisie étant le seul pays où des progrès significatifs ont été enregistrés au cours des deux dernières décennies.



Groupe de réflexion de Beyrouth : Le scénario le plus probable est l'intensification d'une vague autoritaire. Le président Abdel-Fatah al-Sissi va consolider son pouvoir, Mohammed ben Salmane va utiliser des techniques oppressives pour faire taire les voix critiques et le président syrien Bachar al-Assad va rester au pouvoir. Tout cela avec le soutien de protecteurs et d'acteurs internationaux, apporté au nom du retour à la stabilité régionale.

Depuis 2011, les régimes autoritaires ont affiné leurs stratégies de récupération ou de détournement de la dissidence et ont appris les uns des autres à être plus efficaces. Les problèmes socioéconomiques persistants tels que le chômage des jeunes, les inégalités et les faibles taux d'innovation et d'investissement accroissent la vulnérabilité perçue des régimes en place. Conjugué à la dégradation de l'environnement, à la pression exercée sur les services de base et aux crises de légitimité, le risque est encore plus grand. Les soulèvements de 2021 ont été perçus comme un signe que les stratégies de contrôle social et politique post-2011 étaient insuffisantes pour contenir les troubles sociaux, ce qui a déclenché un niveau de répression encore plus élevé. Les dirigeants et les militants anti-corruption, écologistes et de défense des droits des femmes sont mis en prison. Les régimes les perçoivent comme une menace encore plus grande que les journalistes et les militants politiques critiques, qui ont été la cible principale de poursuites dans le passé. En fait, les forces d'opposition sont désormais tellement divisées qu'elles ne sont plus considérées comme un véritable danger.



Entretien avec un politicien gouvernemental en Tunisie : La société civile a montré sa capacité de mobilisation et de changement. Et en son sein, il y a les jeunes. Mais dans la région, ils sont confrontés à des restrictions accrues et souffrent d'un manque de leadership.

L'un des tournants majeurs de cette nouvelle vague de répression a été l'arrestation de trois représentants de Greenpeace en Égypte qui avaient participé à une manifestation locale dans le delta du Nil. Ils ont été accusés d'avoir obéi à un plan mis en place par des acteurs extérieurs en vue de déstabiliser le pays. L'affaire a fait la une des médias internationaux et il y a eu des

débats parlementaires en Europe, aux États-Unis et au Canada sur les sanctions possibles contre l'Égypte. Malgré cette pression accrue, les partenaires internationaux de l'Égypte ont fermé les yeux. L'Égypte et de nombreux autres régimes de la région ont su tirer parti des craintes d'instabilité intérieure et mondiale.



Groupe de réflexion de Rabat : La prochaine génération ne se réfèrera plus aux guerres civiles algérienne, libyenne et syrienne. Le souvenir de ces conflits n'évitera pas une autre révolution. Les autorités doivent donc trouver un nouveau discours politique pour contrer les mouvements révolutionnaires. Menacer en brandissant les souvenirs du passé ne marchera plus.

L'autre facteur qui alimente l'anxiété des dirigeants autoritaires est la perception qu'ils pourraient être trahis par leurs propres rangs. Plusieurs régimes souffrent probablement de luttes secrètes entre factions, mais la nature opaque de ces systèmes les tient à l'écart de l'attention du public. Les successions héréditaires qui ont eu lieu dans certains de ces pays (Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, ÉAU), l'élection d'un nouveau dirigeant suprême en Iran et les spéculations qui courent sur l'Égypte de l'après-Sissi ont déclenché ces frictions politiques. L'un des processus de succession les plus déstabilisateurs a été celui de l'Arabie saoudite. Le roi Salmane a disparu de la scène publique pendant trois mois et des rumeurs sur son abdication imminente en faveur de son fils Mohammed ben Salmane se sont propagées. Ce sont ces circonstances qui ont incité les rivaux internes de la dynastie saoudienne à tenter un coup d'État militaire en juillet 2021. Ils ont échoué. Le coup d'État a été étouffé en trente-six heures et ses promoteurs ont été condamnés à mort. Depuis lors, les monarques et les présidents de toute la région ont intensifié les purges contre les hauts fonctionnaires. La méfiance n'a jamais été aussi grande.



Entretien avec un militant en Tunisie : En général, les « masses » – qu'elles soient représentées ou non – seront le principal moteur du changement (ou de l'absence de changement).

Simultanément, le fossé matériel et émotionnel entre les régimes et les sociétés ne fait que s'élargir. Le manque de transparence et de responsabilité conduit à une mauvaise gouvernance – et à des niveaux de corruption plus élevés – ce qui ne fait qu'accroître l'insatisfaction sociale et politique de larges segments de la population. C'est un cercle vicieux difficile à briser. Dans ce contexte, l'information est devenue un champ de bataille majeur entre les factions nationales rivales et aussi entre les acteurs régionaux. Les médias numériques et les chaînes satellitaires ont été largement utilisés pour délégitimer les adversaires politiques. La nouveauté est que les campagnes de désinformation sont passées des plates-formes ouvertes aux espaces numériques fermés de confiance, tels que WhatsApp.



Entretien avec un membre de la société civile en Israël: Il y a un risque imminent : les jeunes qui lisent des fake news. Nous assistons à l'émergence d'une génération mal informée, ce qui est très dangereux si l'on pense à la menace terroriste/djihadiste.

Dans ce contexte, les anciennes élites deviennent très modernes : elles se servent des technologies de pointe et les dernières technologies pour surveiller, contrôler et manipuler la population. Le contrôle d'Internet, des médias sociaux et des plateformes numériques souterraines est devenu une priorité pour les appareils de sécurité. Ils sont connus collectivement sous le nom d'e-Mukhabarat (cyber-services de renseignement). Avec la Chine, la région est devenue le laboratoire des technologies de surveillance et les entreprises internationales en tirent profit.



Entretien avec un membre de la société civile en Algérie : Dans notre pays, le nouvel acteur est la jeunesse, on le voit avec Facebook : il y a une grande libéralisation de l'information et ce phénomène a une influence énorme sur le débat public. La nouvelle élite, qui émergera de la jeunesse, sera peut-être plus proche des besoins de la population.

ET SI LES MÉDIAS NUMÉRIQUES NOURRISSAIENT LES ESPOIRS DES JEUNES ?

En 2015, dans la région MENA, la large diffusion des technologies de l'information et de la communication et l'accès massif à Internet font qu'un nombre croissant de personnes préfèrent les médias numériques pour s'informer, connaître les nouvelles et communiquer. De moins en moins de gens utilisent les médias traditionnels. Les citoyens et les consommateurs ont avidement adopté Internet, les smartphones et les médias sociaux. Dans le droit fil d'une tendance mondiale, de plus en plus de médias indépendants et transnationaux fournissent des informations de grande qualité et sont devenus une plate-forme de réflexion critique. Les membres des communautés maghrébines établies en Europe mais aussi ceux de la diaspora syrienne dans le monde sont particulièrement actifs dans ce processus.

La formidable pénétration d'Internet a amélioré l'accès à un plus large éventail d'informations sur les événements nationaux, régionaux et mondiaux. Cela a inévitablement aussi permis aux conspirationnistes de diffuser de fausses nouvelles et de fausses rumeurs. En utilisant de nouvelles sources de connaissances, les gens s'informent sur la politique avec une conscience croissante des changements culturels et sociaux concernant des questions telles que le chômage, l'identité, l'environnement et le bien-être social, et s'engagent plus activement dans des débats publics. Ils réclament aussi de plus en plus de participer davantage à la politique – en particulier en Irak, en Iran et dans le Levant.

Les tentatives des régimes autoritaires de contrôler les médias numériques ont échoué en raison de la diffusion d'outils innovants permettant de contourner cette censure. Les tendances qui, il y a dix ans, ont favorisé la polarisation et la radicalisation ont été partiellement compensées par de nouvelles formes décentralisées de médias numériques qui fournissent une information très diverse et plus transparente. Pourtant, l'individualisation croissante et la fragmentation socioculturelle, en particulier au sein de la classe moyenne, risquent de perpétuer le phénomène de la caisse de résonance, où les gens ne communiquent qu'avec leurs pairs et ignorent les discours diffusés dans d'autres contextes. En revanche, les groupes qui se sentaient autrefois exclus par les discours des grands médias ont trouvé dans ces nouvelles plateformes un moyen d'exprimer leurs griefs. C'est le cas des femmes, des jeunes chômeurs et des habitants des zones rurales et des périphéries urbaines.

En 2025, le nouveau paysage des médias numériques a facilité l'émergence d'une sphère publique virtuelle, favorisant ainsi une tendance au changement social et politique. C'est important parce que dans certains pays, les sphères publiques ouvertes et libres sont presque inexistantes ou sous-développées depuis un certain temps. Aujourd'hui, ces médias sont l'espace où les abus sont dénoncés. L'un des nombreux exemples de cette tendance est la campagne #monbled lancée par une Algérienne dans la région de l'Aurès en 2020. Elle y disait avoir été harcelée sexuellement par un policier local et que ses plaintes n'avaient pas été entendues. Elle invitait d'autres personnes à partager des histoires d'abus commis par les autorités locales, en particulier dans les petites villes. En quelques jours, des milliers d'histoires ont été partagées sur Twitter, Facebook et Instagram. Il s'agissait notamment de cas de corruption, de népotisme, d'insuffisance des services publics, de racisme et de brutalité policière. Certains témoignages venaient aussi des zones urbaines et de la diaspora maghrébine en Europe.

Internet permettant aux individus de se contacter et offrant de nouvelles possibilités de communication, les gens peuvent maintenant s'engager au sein d'une société civile en pleine croissance, en participant plus activement à une culture de citoyenneté et au militantisme numérique. Ainsi, la plupart des sociétés de la région MENA ont acquis de nouvelles formes et de nouveaux degrés de cohésion sociale grâce à ces nouvelles formes de communication. L'une des innovations les plus dynamiques a été l'accès en ligne aux programmes d'enseignement supérieur et de formation professionnelle. Les plateformes arabes se sont multipliées et la région se situe au-dessus de la moyenne mondiale en termes d'offre et de demande.

Alors que la population a trouvé un espace libre dans ces médias, les régimes autoritaires investissent d'importantes sommes d'argent dans l'amélioration de leurs capacités de surveillance. Ce processus d'apprentissage autoritaire constitue une menace pour des sociétés qui se sont habituées à parler librement dans l'environnement numérique. Ce risque est encore plus élevé dans les pays où le taux de pénétration des réseaux sociaux est élevé, comme l'Arabie saoudite et les ÉAU. On ne sait pas du tout qui va gagner la bataille de l'information.

4.6 UNE RÉGION MILITARISÉE ET BRUTALISÉE

En 2025, le Moyen-Orient demeure l'une des régions les moins pacifiques du monde, selon le Global Peace Index. Cette région accumule les conflits non résolus et les crises humanitaires persistantes. C'est aussi l'une des régions les plus militarisées du monde et l'une de celles où règne la méfiance, dans la manière dont les pays regardent non seulement leurs rivaux mais aussi leurs partenaires et alliés.



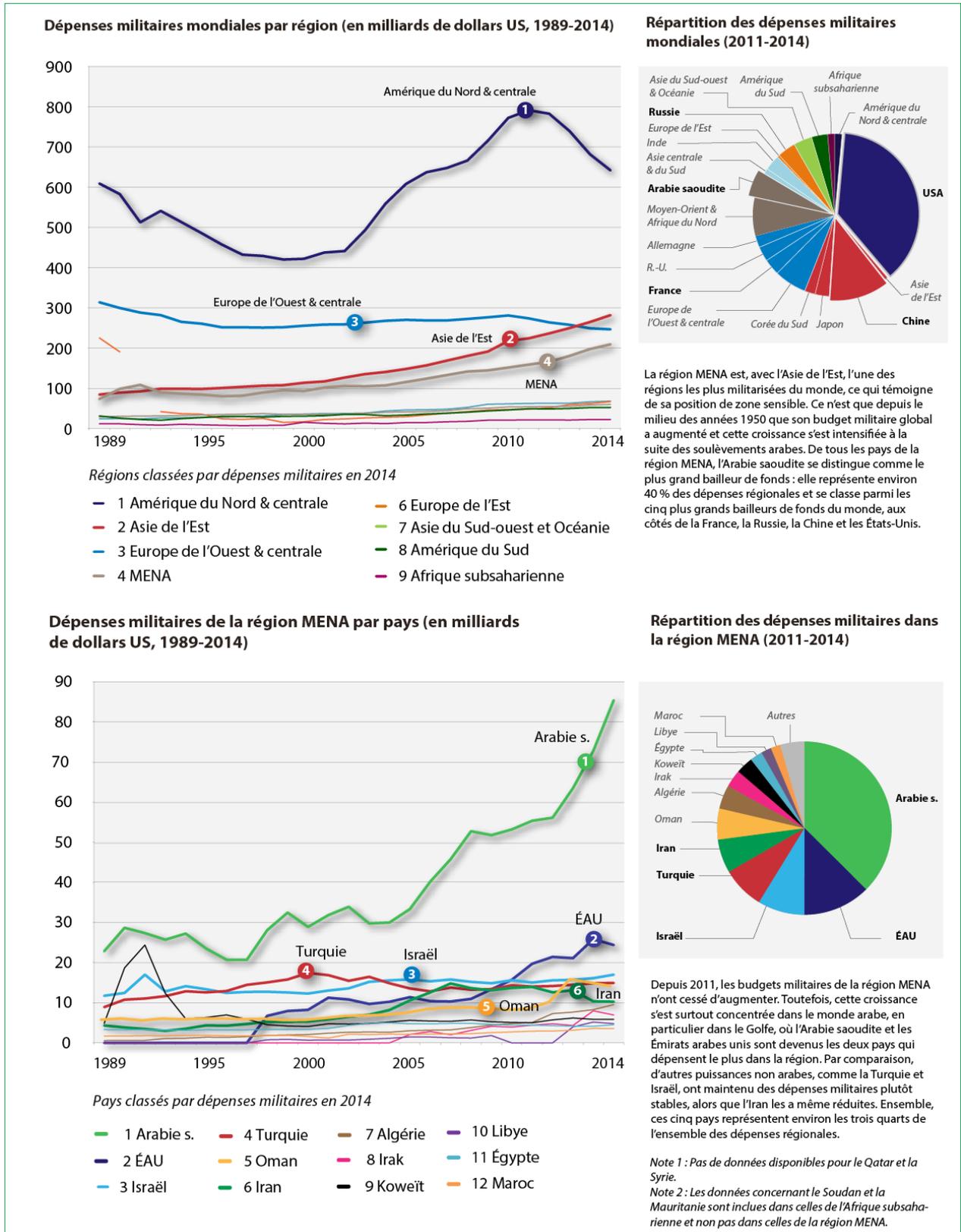
Entretien avec un militant en Tunisie : La tendance à la militarisation de la région laisse présager une insécurité croissante dans les années à venir.

Le niveau de soutien ou d'opposition aux politiques iraniennes dans la région reste un facteur polarisant. Cependant, ce n'est pas le seul. L'unilatéralisme de Mohammed ben Salmane, surtout depuis qu'il est devenu roi en 2020, a favorisé la confrontation avec ses propres alliés. Les relations entre Riyad et Abou Dabi ne sont pas aussi bonnes qu'en 2018. La division entre ceux qui prônent la normalisation avec Israël et ceux qui qualifient cette attitude de trahison enflamme également la région. La Jordanie est à l'épicentre de cette confrontation : les pays du Golfe poussent Amman à faire d'autres compromis avec Israël, mais la population jordanienne y est farouchement opposée. En Jordanie, les frustrations politiques et économiques forment un cocktail particulièrement dangereux. Les analystes soulignent que les tensions entre la Turquie et les Émirats s'intensifient et qu'elles risquent de faire déborder la rivalité idéologique de ces deux pays dans la Corne de l'Afrique, en Libye et en Palestine. Des rumeurs d'attaques israéliennes ou israélo-américaines imminentes contre l'Iran font surface de temps à autre, mais les deux camps ont préféré se mesurer en Syrie et au Liban.



Entretien avec le responsable d'une organisation internationale au Liban : Les affaires du Moyen-Orient sont contrôlées par les deux pôles, à savoir l'Iran et l'Arabie saoudite. Les préoccupations des dirigeants et des peuples de la région concernent principalement l'avenir des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, car les deux puissances contrôlent à distance l'avenir de la paix et de la guerre dans la région, comme en témoignent l'internationalisation des guerres en Syrie et au Yémen et les problèmes actuels qui resurgissent au Bahreïn et en Irak.

Figure 10 | Dépenses militaires dans la région MENA et dans le monde



En 2025, le conflit israélo-arabe reste la plus ancienne confrontation au monde. Après le printemps arabe, de nombreux analystes ont déclaré qu'elle était en train de perdre sa place centrale dans la géopolitique de la région en raison de la guerre en Syrie. Toutefois, l'éclatement d'une troisième intifada en 2020 après une brutale opération israélienne à Gaza et la montée des tensions à la frontière syro-libanaise et israélienne, qui a failli conduire à une nouvelle guerre régionale, ont remis la question israélo-arabe sur le devant de la scène. Depuis lors, plusieurs initiatives de paix ont été proposées, sans succès. Les Palestiniens sont de plus en plus frustrés par le manque de soutien des dirigeants arabes et par l'intensification des relations entre Israël et les monarchies du Golfe. Les partisans de longue date de la solution à deux États reconnaissent désormais qu'il est peut-être trop tard pour qu'elle puisse être mise en place. Le conflit et les aspirations palestiniennes sont de plus en plus souvent présentés comme une requête fondée sur les droits plutôt que comme un conflit territorial, et le mouvement « Boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) a gagné du terrain dans le monde entier.



Entretien avec un responsable des forces de sécurité au Liban : La Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et Israël sont les quatre grandes puissances de la région, et l'Arabie saoudite et Israël sont devenus un bloc uni.

En Syrie, le régime d'Assad n'a pas eu besoin d'une conférence internationale pour remporter la victoire. En fait, en 2025, aucune force n'est assez puissante pour contester son pouvoir en Syrie. La campagne de 2019 contre le bastion rebelle d'Idleb, désastreuse sur le plan humanitaire, a été considérée comme la dernière grande offensive du régime pour reprendre le contrôle du territoire. Bien qu'Assad lui-même et la communauté internationale prétendent que le conflit est terminé, sur le terrain la violence est très présente dans la vie quotidienne des Syriens et prend la forme de répression et de guérilla. Le régime a demandé à plusieurs reprises la présence de la Force Al-Qods iranienne et a coopéré avec les Unités de protection du peuple, principalement kurdes, pour combattre les groupes insurgés, au prix d'une augmentation des tensions avec Israël et la Turquie. Une guerre conventionnelle entre États a été plusieurs fois sur le point de commencer.



Entretien avec un fonctionnaire d'une organisation régionale en Égypte : Le principal risque pourrait être l'incapacité et l'inaptitude à résoudre les conflits régionaux en Syrie et au Yémen et qu'ils durent plus longtemps que prévu.

Le conflit au Yémen a officiellement pris fin après une conférence de paix tenue en 2020, mais le pays ne s'est pas encore remis d'une des pires crises humanitaires du monde. La Libye est également loin d'être stabilisée. Les élections prévues pour 2026 sont aussi porteuses de divisions que celles

de 2014, et l'envoyé spécial des Nations unies a averti qu'une nouvelle vague de violence pourrait éclater à nouveau. Toujours au Maghreb, la question du Sahara occidental fait rarement la une des journaux, mais 2025 étant l'année de son cinquantième anniversaire, une exception est faite à cette règle. Au lieu de débattre de la manière de résoudre ce problème, les autorités algériennes et marocaines discutent avec leurs homologues européens de la manière de le contourner. La nécessité de favoriser la croissance économique semble créer un certain pragmatisme tant à Rabat qu'à Alger, mais elles préfèrent ignorer le problème plutôt que de le résoudre.



Entretien avec un responsable d'une organisation internationale au Mali : Les acteurs non étatiques, dont les narcotrafiquants, l'économie criminelle, les organisations djihadistes et les groupes rebelles, joueront un rôle majeur dans le façonnement de la région.

L'une des rares questions sur lesquelles les acteurs régionaux semblent disposés à coopérer est la lutte contre le terrorisme. Al-Qaïda s'est avérée une organisation particulièrement résiliente et, en 2025, c'est l'une des plus anciennes organisations terroristes existantes. Le Yémen et le Sahel sont devenus les deux principaux bastions d'où elle vise la présence et les intérêts internationaux dans la région. À noter qu'elle attaque désormais aussi de plus en plus les intérêts russes et chinois.



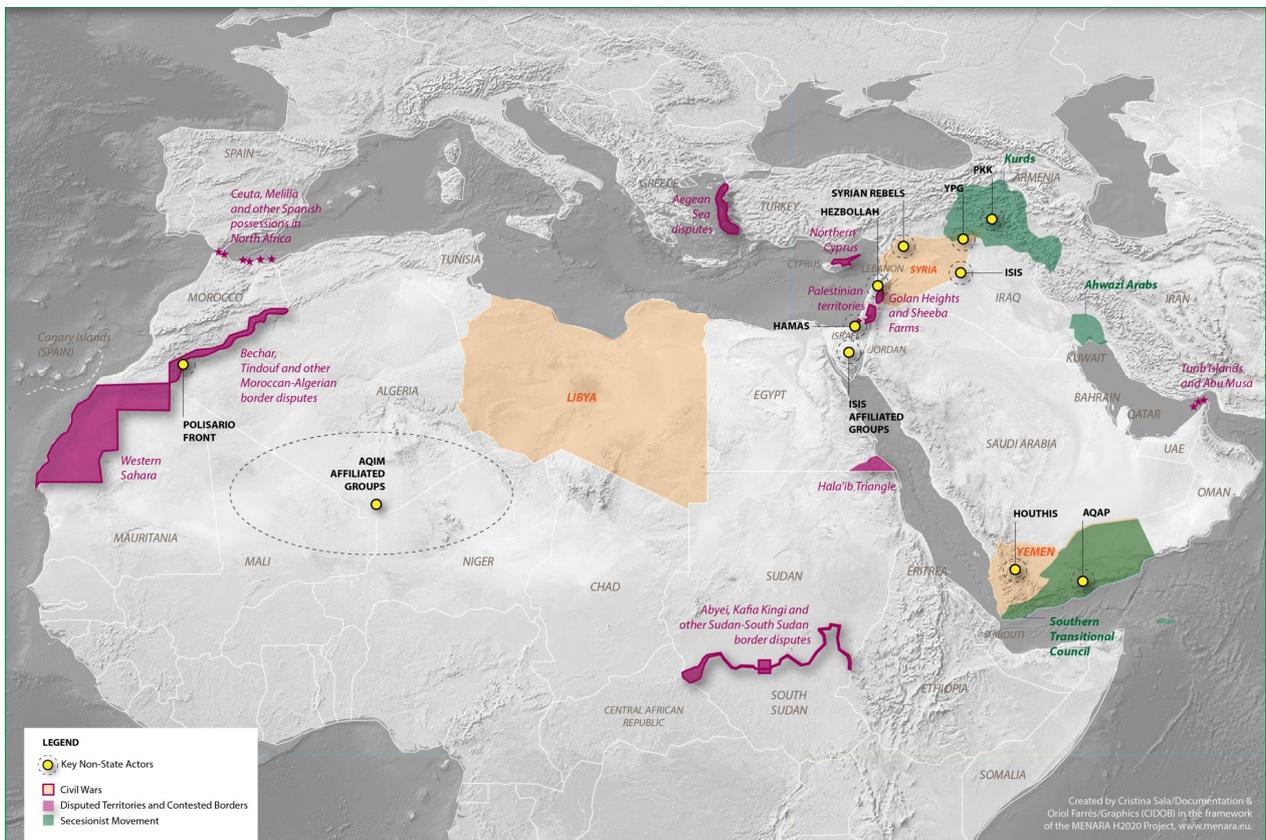
Entretien avec un responsable américain : L'un des principaux risques est l'émergence d'un groupe similaire à l'État islamique, ce qui finira par arriver, sauf si chacun travaille à mieux gérer la région.

Al-Qaïda n'est pas la seule menace de ce type. En 2018, certains dirigeants internationaux et régionaux ont affirmé que l'État islamiste avait été vaincu, mais à partir de 2025, ces affirmations semblent erronées. L'État islamiste s'est d'abord transformé en une pléthore d'organisations mafieuses, qui ont ensuite lancé sporadiquement des opérations violentes sous le prétexte de défendre les droits des communautés sunnites marginalisées en Irak, en Syrie et au Liban. Une autre ramification de l'État islamiste, plus idéologique, à vocation mondiale et déterritorialisée, se serait tournée vers la cyberguerre. Les agences antiterroristes sont extrêmement opaques lorsqu'il s'agit de révéler des détails sur l'ampleur de cette menace, mais ce groupe e-terroriste prétend avoir la capacité d'attaquer les infrastructures critiques dans les télécommunications, les transports, l'approvisionnement énergétique et les systèmes financiers.



Entretien avec un intellectuel en Égypte : L'armée prend le contrôle de l'État en Égypte. Sa vision de l'État est patriarcale et condescendante envers la société civile. À court terme, elle arrive à ses fins. À long terme, c'est moins clair.

Figure 11 | Les défis à la souveraineté dans la région MENA



Créé par Cristina Sala et Oriol Farrés (CIDOB). Source : Auteurs.

L'instabilité persistante et la prolifération des menaces conventionnelles et non conventionnelles ont été un facteur majeur de militarisation dans la région. Depuis 2011, la région dans son ensemble a connu une augmentation régulière des budgets militaires et du commerce des armes, mais la croissance s'est surtout concentrée dans les monarchies du Golfe, qui représentaient déjà en 2014 plus de la moitié des dépenses militaires régionales totales. Israël et la Turquie ont profité de cette situation pour positionner leurs industries d'armement sur les marchés régionaux et mondiaux. La foire aux armes d'Istanbul est devenue aussi importante que celle d'Abou Dabi. Sur le plan local, la militarisation est également un fait : les privilèges dont bénéficient les élites de sécurité dans la région ont augmenté, creusant le fossé entre l'appareil de sécurité et le reste de la population. Leur contrôle sur des secteurs économiques vitaux est également l'une des

particularités de cette région, et c'est l'une des raisons expliquant la brutalité de la répression en 2021 contre les soulèvements populaires.



Réunion des stakeholders à Istanbul : Des centaines de milliards de dollars seront nécessaires pour aider la Syrie et le Yémen à se reconstruire après la phase de « crise ». Il y a donc un besoin urgent d'intensifier le dialogue international sur la future provenance de cet argent et sur la manière dont il sera dépensé.

ET SI LA SYRIE PASSAIT DE LA RECONSTRUCTION À LA RÉCONCILIATION ?

En 2025, on peut dire que l'instabilité en Syrie a pris fin après un conflit brutal qui a détruit le pays et causé plus de 600 000 morts et des millions de réfugiés et de personnes déplacées. Le principal facteur qui a déclenché cette évolution et mis la Syrie sur la voie de la renaissance est le changement total de discours à propos des conditions permettant de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait le conflit, tant sur le plan intérieur que parmi les acteurs extérieurs. D'une part, le régime de Bachar al-Assad est toujours là à la suite de la victoire militaire obtenue en 2019 avec la chute d'Idleb. La guerre, qui a duré huit ans, a contribué à modifier les relations entre le régime et les secteurs de la population qui, bien qu'ils n'aient pas ouvertement combattu et contesté son autorité, se sont montrés réticents à banaliser de tels niveaux de violence et de répression. La dépendance du régime en a été accrue vis-à-vis, par exemple, des communautés confessionnelles et des élites économiques qui ont commencé à exiger le lancement d'un programme de réconciliation avant de renouveler leur soutien du régime. L'affaiblissement de l'opposition syrienne et la désolidarisation entre les dirigeants en exil et les groupes locaux ont rendu ces initiatives possibles. D'autre part, les principaux protecteurs extérieurs du régime d'El-Assad, à savoir la Russie et l'Iran, ont clairement indiqué que leur soutien ne pouvait être permanent, car ils devaient réorienter leur attention vers leurs questions intérieures. Ils ont ouvertement loué les efforts de réconciliation.

En raison de ces pressions, le régime syrien a été contraint de faire des compromis avec la communauté internationale, en particulier l'UE et certains de ses États membres, notamment la France et l'Allemagne. Jusqu'à récemment, la Commission européenne, Berlin, Paris et d'autres gouvernements partageant les mêmes idées étaient réticents à s'engager dans la reconstruction, pourtant si nécessaire. Ils demandent à El-Assad de faire des gestes de réconciliation sociale et, pour la première fois, ces revendications résonnent à Damas. Certains segments du régime ont avancé l'idée qu'en mettant l'accent sur la réconciliation, les pressions internationales sur la démocratisation disparaîtraient peut-être.

Le processus a été graduel, et plusieurs séries d'événements ont contribué à ancrer l'idée. Au niveau national, le soixantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du parti Baas a été célébré en grande pompe en 2023 : cela a été la première fois qu'El-Assad en personne a employé le mot « réconciliation » dans un discours public. Sur le plan régional, les tensions accrues avec Israël

au sujet du plateau du Golan et l'ingérence de la Turquie dans les affaires syriennes ont donné au régime des raisons de parier sur l'unification.

Plusieurs mesures pouvant être regroupées sous une même rubrique – celle de la résurgence du sens de l'unité et des sentiments nationalistes syriens, vus comme un moyen de reconstruire le tissu de la société déchirée par la guerre – ont été prises. Ce sont tout d'abord, des mesures concrètes, prises pour travailler à la décentralisation du pouvoir. Le conflit civil a laissé en héritage une Syrie officiellement unie, avec divers vassaux ou seigneurs de guerre dispersés sur l'ensemble du territoire. C'est particulièrement le cas dans les régions où il s'est avéré plus difficile de reprendre le contrôle du territoire et d'obtenir la pleine allégeance de la population (c'est-à-dire la partie sud-est de la Syrie et les régions kurdes du Nord). Deuxièmement, le retour sélectif et progressif des réfugiés et des personnes déplacées a été activement encouragé par le régime. L'assouplissement des conditions de réappropriation des biens ou d'indemnisation, effectué grâce à un amendement à la tristement célèbre loi n° 10, a changé la donne. Troisièmement, d'autres secteurs de la population, en particulier les élites économiques et leurs familles ainsi que la jeunesse syrienne, bénéficient de programmes de réinsertion liés à la vie économique et culturelle du pays, qu'il s'agisse de programmes éducatifs ou de mesures de libéralisation économique.

4.7 INGÉRENCE ÉTRANGÈRE ET RÉÉQUILIBRAGE DES AMBITIONS MONDIALES

Ce que l'on appelle la région MENA post-américaine n'est pas encore une réalité en 2025. Même si le processus de désengagement entamé au milieu des événements de 2011 s'est progressivement poursuivi, le rôle des États-Unis dans la région reste fondamental. Le 20 janvier 2025, un nouveau président prête serment au Capitole. Trump n'est plus là, mais les effets de ses politiques erratiques à l'égard de la région se font encore sentir. Au cours de la dernière décennie, les États-Unis ont eu un impact majeur – mais incohérent – sur le Moyen-Orient, ce qui a eu un effet ambivalent sur ses alliés : certains – l'Arabie saoudite, les ÉAU et Israël – se sont sentis encouragés à prendre eux-mêmes des décisions risquées tandis que d'autres ont cherché à diversifier leurs alliances.



Interview d'une femme d'affaires au Qatar : Les États-Unis ont perdu leur hégémonie. À défaut de vrai leader, chacun décide de son côté. En raison du manque de confiance et de coopération, aucun bloc n'émerge. Le pouvoir est éparpillé entre tous les États.

Les engagements pris, tout important qu'ils soient, ne peuvent jamais être tenus pour acquis : on pourrait placer la Turquie, l'Égypte, la Jordanie et le Qatar en tête de cette mouvance-là. Cependant, la perspective d'un changement présidentiel en 2025 et la possibilité d'un retour des États-Unis à l'ancienne stabilité de leur politique étrangère ont incité les acteurs régionaux, qui ont compris qu'il valait mieux laisser le temps passer et attendre, à ne pas réagir de manière excessive.

La logique de « l'Amérique d'abord » a rendu les États-Unis de plus en plus réticents à assumer le fardeau de la sécurité dans la région. Malgré le retrait d'une partie de son personnel militaire, elle demeure l'acteur mondial qui déploie le plus de troupes et d'équipements dans la région. De plus, le soutien d'Israël et la confrontation avec l'Iran restent les deux aimants qui empêchent les États-Unis de se désengager totalement des affaires du Moyen-Orient. En 2025, il n'y a pas eu de changements majeurs dans la politique étrangère des États-Unis à l'égard d'Israël et du conflit israélo-arabe. Les termes de « l'accord du siècle » (Deal of the Century) étaient une preuve supplémentaire que Washington n'était pas un intermédiaire impartial et n'aspirait pas à jouer ce rôle. En ce qui concerne l'Iran, les États-Unis ont maintenu leur « politique du bâton ». La succession du Guide suprême, après le décès inattendu de Khamenei en 2023, a permis aux États-Unis de s'ingérer davantage dans les affaires de Téhéran, toujours avec les mêmes objectifs en tête : délégitimer la République islamique et ses dirigeants et renverser le régime.



Groupe de réflexion de Beyrouth : La propagation des mouvements de droite, racistes et populistes aux États-Unis et dans les États membres d'Europe pourrait conduire à plus de violence dans la région, car elle risque d'aggraver les tensions religieuses ou sectaires, et en particulier l'agression israélienne.

Depuis plus d'une décennie, des analyses mettent en évidence les ambitions de la Chine dans cette région, et la présence chinoise s'est en effet multipliée dans les investissements et les infrastructures (notamment autour du mégaprojet de la Nouvelle Route de la soie), mais aussi dans les échanges culturels. En 2019, la répression contre les Ouïghours a créé des tensions avec les pays du Moyen-Orient, mais les intérêts économiques ont prévalu. Pour Pékin, cette situation a fait office de grand test pour vérifier la fiabilité de ses partenaires dans la région. Depuis lors, il n'y a pas eu de changement majeur dans l'approche de la Chine à l'égard de la région MENA, ce qui a permis à Pékin de clarifier ce qu'elle en attend et aussi de planifier des changements importants pour les prochaines décennies. Cette continuité contraste fortement avec la volatilité de la politique américaine.



Groupe de réflexion de Beyrouth : Les Russes et les Chinois renforcent leur rôle politique et économique dans la région. Le soutien politique accordé par ces puissances montantes aux États autoritaires sape l'État de droit et encourage les violations des droits de l'homme.

Les acteurs régionaux se sentent poussés à se rapprocher de la Chine afin d'obtenir quelque chose qui leur est terriblement nécessaire, les investissements liés à la Nouvelle Route de la soie. Ces tractations se traduisent non seulement par des réunions de haut niveau et par la signature de nouveaux mémorandums d'accord et contrats, mais aussi par des mesures visant à faciliter l'entrée des investissements et des entreprises chinois dans les économies régionales. L'un des exemples les plus parlants de cette situation est la yuanisation des engagements commerciaux relatifs aux

combustibles fossiles, initialement mis en œuvre en Iran pour contourner les sanctions américaines, puis repris par des pays comme l'Algérie et le Qatar. Pour les exportateurs d'énergie, la consolidation de leurs relations bilatérales avec un grand consommateur comme la Chine est devenue une priorité.



Entretien avec un expert chinois : Je ne suis pas sûr du rôle et de l'influence futurs de la Chine dans la région. Nous n'avons jamais été un acteur critique dans la région. Aujourd'hui, l'initiative de la Nouvelle Route de la soie montre que nous sommes intéressés. Pourtant, ce sont les superpuissances traditionnelles, et en particulier les États-Unis, qui continueront à jouer un rôle crucial dans l'avenir de la région.

On ne peut toutefois pas s'attendre à ce que Pékin joue un rôle majeur sur le plan politique et en matière de sécurité. La Chine s'en tient à son approche apolitique à l'égard de la région, conformément aux priorités énoncées par le président Xi Jinping. En 2025, la Chine n'est pas en mesure de bloquer la moindre des décisions prises conjointement par les autres grandes puissances et fait donc front commun avec le reste de la communauté mondiale (principalement les États-Unis et la Russie) pour prendre les mesures qui s'imposent. L'implication majeure de la Chine dans la reconstruction de lieux de conflit dans des pays comme la Libye, la Syrie et le Yémen (en particulier dans les infrastructures maritimes) le montre bien. Dans son discours de septembre 2024 devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président chinois a mentionné ces efforts comme preuve que la Chine est une puissance globalement responsable.

De l'autre côté du spectre, les analystes se demandent si la participation politique et militaire de la Russie dans la région est amenée à disparaître. Au cours de la dernière décennie, Moscou a comblé de manière opportuniste le vide laissé par les États-Unis dans le contexte post-2011. Elle est devenue l'acteur clé qui a fait basculer l'équilibre des grands conflits régionaux, Syrie en tête. Depuis lors, tous les pays de la région, malgré les différences qui les opposent, ont essayé de tendre la main à Moscou. Les transactions d'armes et les visites politiques de haut niveau révèlent l'intensification des liens entre la Russie et la région MENA. Toutefois, les capacités russes commencent à être mises à rude épreuve – en particulier après des années de bas prix du pétrole – et il est de plus en plus nécessaire à la Russie de réorienter ses efforts vers sa politique intérieure et vers son voisinage immédiat. Elle va néanmoins chercher à conserver suffisamment de moyens politiques et militaires dans la région pour ne pas être exclue de toute décision majeure. C'est dans cet esprit que la Russie a beaucoup investi dans ses relations bilatérales avec l'Iran, la Turquie et l'Égypte afin d'empêcher les États-Unis ou l'Europe de faire jouer le Moyen-Orient contre ses intérêts.



Groupe de discussion de Bruxelles : Les relations de l'UE et de certains pays avec le Moyen-Orient tendent à être transactionnelles. Dans l'ensemble, l'engagement politique et militaire limité de l'UE dans la région MENA au cours des dernières années ainsi que les défaillances de sa politique européenne de voisinage ont créé chez les pays de la région le sentiment que l'UE n'était pas capable ou pas désireuse de tenir ses engagements.

Malgré son potentiel et sa proximité, l'Europe reste un acteur secondaire dans la majeure partie de la région. Le Maghreb et le Sahel sont l'exception, mais même là, les Européens sont confrontés à la concurrence politique de la Russie et à l'expansion économique de la Chine. En outre, il s'agit d'un espace où les États européens se font concurrence plutôt que de coopérer. En fait, les tentatives répétées de la France pour accroître son influence dans la région ont échoué en raison d'une masse critique insuffisante et d'un manque de coordination avec les autres gouvernements européens. Dans l'ensemble, le déclin du rôle de l'Europe dans la région MENA est principalement attribué à ses propres crises internes. La montée du populisme radical de droite, d'une part, et les effets d'une deuxième crise économique en 2020, d'autre part, ont forcé les dirigeants européens à se concentrer sur les affaires intérieures. L'image de pouvoir normatif qu'avait l'Europe a de plus été sérieusement écornée aux yeux de la société civile et des militants politiques. Son silence face à la répression des manifestations de 2021 n'a fait qu'enfoncer le clou.



Groupe de discussion de Bruxelles : L'intention est de créer un instrument unique qui augmentera l'efficacité de l'UE dans les approches stratégiques dans la région MENA. Cette approche sera également nécessaire d'ici la fin des accords de Cotonou (2020), lorsqu'une nouvelle stratégie globale avec les pays en développement, dont plusieurs pays de la région MENA, devra être présentée. Le concept de « voisins des voisins » doit être davantage mis en œuvre.

ET SI L'AFRIQUE ÉTAIT CONSIDÉRÉE COMME UNE OPPORTUNITÉ ET UN PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ ?

L'Afrique est sur toutes les lèvres et souvent de manière positive. Les conflits et les problèmes de développement ne sont pas encore réglés, ce qui n'empêche que, dans le nouvel état d'esprit, l'Afrique offre des opportunités que l'on ne trouve nulle part ailleurs. En 2025, l'Europe s'est rendu compte du potentiel inexploité de l'Afrique. Les pays du Maghreb se sont positionnés avec succès comme le trait d'union entre les deux continents. Tout cela jette les bases d'un programme de coopération amélioré, fondé sur des espoirs et des attentes partagés. Non seulement les deux continents se sont ainsi rapprochés l'un de l'autre après des décennies d'asymétrie de pouvoir, d'héritage du passé colonial et d'une nette domination économique et politique européenne, mais les conditions permettant à l'UE et à l'Afrique de forger une « alliance multilatérale » face aux préoccupations mondiales – du changement climatique aux questions sanitaires – ont été créées.

Un certain nombre de circonstances apparues de part et d'autre ont permis ce bond en avant des relations UE-Afrique. Du côté européen, l'UE se sent plus forte après avoir surmonté ses crises internes. La solide croissance économique de son économie, le déclin des discours nationalistes-populistes et la marge croissante laissée à une politique étrangère commune de l'UE, plus cohérente et constructive, dans la perspective du nouveau cadre financier pluriannuel 2028-34 sont des exemples importants de cette nouvelle attitude. Dès les premières négociations

du nouveau budget, il est clair que l'Afrique sera une priorité croissante, ce qui justifiera la passation de l'accord de partenariat post-Cotonou après 2020, ainsi qu'une politique plus ambitieuse envers le Maghreb et l'engagement de l'UE à investir dans l'avenir de l'Afrique. En ce qui concerne les pays africains, une nouvelle génération de dirigeants ambitieux à la pensée plus globale répond aux espoirs d'une population en plein essor et du potentiel économique croissant du continent. Du Cameroun à l'Ouganda, la tendance des « présidents à vie » a été enrayée, en partie grâce au militantisme d'organisations régionales africaines telles que l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). De nouvelles formes de responsabilisation et d'efficacité alimentent le dynamisme de la société civile africaine, des communautés économiques et commerciales et des acteurs de l'éducation. Un élément clé de cette équation est représenté par le nouveau regard africain sur l'Europe. L'Europe est considérée comme un partenaire avec lequel, contrairement aux autres acteurs mondiaux, il est possible de travailler sur les multiples dimensions d'une relation véritablement gagnant-gagnant.

En 2025, les relations UE-Afrique se seront épanouies à de multiples niveaux, y compris aux niveaux UE-UA et UE-CEDEAO, apportant ainsi une contribution nouvelle et significative à la mise en œuvre de l'interrégionalisme, pierre angulaire essentielle de la gouvernance multilatérale. Le Maghreb occupe une place fondamentale dans ces relations UE-Afrique revitalisées. Les pays du Maghreb sont des traits d'unions fondamentaux entre l'Europe et l'ensemble de l'Afrique, non seulement du point de vue géographique mais aussi du point de vue fonctionnel grâce à leurs relations bilatérales croissantes avec leurs homologues du monde des affaires, de l'énergie, des infrastructures, de l'éducation et de la culture. Même des institutions régionales telles que l'Union pour la Méditerranée ont commencé à mener une politique africaine plus marquée en développant des activités en coopération avec plusieurs parties prenantes – issues des secteurs public et privé. À cet égard, les relations Maghreb-Afrique constituent un élément qui renforce à son tour les relations UE-Afrique. Non seulement il est possible de ne pas dissocier ces deux relations, mais il est clair que l'engagement de proximité de l'UE à l'égard du Maghreb doit tenir compte de sa dimension africaine au sens large. L'un des résultats positifs involontaires de la relation UE-Maghreb-Afrique est qu'elle est devenue un incubateur d'outils visant à surmonter la méfiance mutuelle et la concurrence entre Alger et Rabat.

5. SCÉNARIOS POUR 2050



5.1 UN CHANGEMENT CLIMATIQUE INÉLUCTABLE

En 2050, le changement climatique sera une réalité mondiale décisive, mais son impact sera différent d'une région à l'autre. Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA) seront parmi les plus touchés : les effets se feront sentir dans toute la région sous la forme de phénomènes météorologiques extrêmes, de vagues de chaleur et de sécheresse, de désertification, de graves pénuries d'eau et d'une élévation du niveau de la mer. L'une des zones les plus vulnérables sera le delta du Nil, où une élévation du niveau de la mer d'environ 50 cm pourrait obliger 4 millions d'Égyptiens à se réinstaller ailleurs.

Les gouvernements et les sociétés de la région devront faire face à la rareté des ressources naturelles, y compris la nourriture, la volatilité des prix et les risques associés aux nouvelles pandémies. La dégradation de l'environnement aggravera les défis économiques et sociaux, d'autant plus qu'elle coïncidera avec une augmentation significative de la population. La capacité d'anticiper ces défis et d'y réagir sera essentielle pour saisir les opportunités et faire face aux risques.

Opportunités :

- Une prise de conscience précoce pourrait pousser les autorités nationales et locales à agir de manière décisive et à unir leurs forces dans toute la région. Ce changement résulterait principalement d'une prise de conscience, celle du fait qu'une mauvaise gestion des défis environnementaux accroît la vulnérabilité des régimes.
- L'accélération des conséquences du changement climatique pourrait conduire à de nouveaux accords internationaux entre les pays de la région MENA et de l'Union européenne. L'environnement pourrait devenir un terrain fertile pour l'instauration de la confiance et de la coopération.
- Les mouvements environnementaux pourraient être un catalyseur pour de nouvelles formes de militantisme et d'innovation sociale. Dans des sociétés fragmentées, la lutte contre le changement climatique pourrait être l'un des rares facteurs unificateurs.
- Face à l'élévation du niveau de la mer et à la désertification, de nouvelles coalitions d'ingénieurs, de météorologues, d'experts océaniques, d'urbanistes et de politiciens pourraient générer des solutions de conception pour atténuer ces phénomènes et pour s'y adapter, solutions qui pourraient ensuite être exportées ailleurs. En outre, les projets environnementaux pourraient créer de nouveaux emplois et favoriser l'innovation dans la région.

Risques :

- Les pays susceptibles d'être les plus touchés par le changement climatique sont ceux qui dépendent du tourisme et de l'agriculture et ceux qui sont déjà densément peuplés et ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour investir dans des mesures d'atténuation et d'adaptation.
- En 2050, le changement climatique pourrait être responsable d'une élévation du niveau de la mer d'un mètre ayant un impact direct sur 41 500 km² de terres côtières. Les régions densément peuplées des côtes de l'Égypte, de la Tunisie, du Maroc, de l'Algérie et du Golfe sont parmi les espaces les plus vulnérables. Des déplacements forcés à l'intérieur de ces pays et à l'étranger pourraient se produire.
- De larges secteurs de la population pourraient reprocher aux autorités d'avoir mal géré ce défi. Les pénuries d'eau, les pertes agricoles, les pannes d'électricité, les catastrophes naturelles récurrentes pourraient alimenter des troubles sociaux et conduire à des conflits violents.
- L'ouverture de nouvelles routes à travers l'Arctique pourrait détourner le commerce maritime de la Méditerranée. La région pourrait devenir plus périphérique et les villes portuaires, jadis attractives, pourraient souffrir d'un déclin, même si la Nouvelle Route de la soie chinoise voit le jour dans la région MENA.
- Le changement climatique pourrait mettre en danger des écosystèmes vulnérables tels que les forêts de cèdres au Liban et en Syrie, les mangroves au Qatar et les marais roseliers d'Irak. En outre, la santé publique peut être affectée négativement par l'augmentation des températures, ce qui entraînera des changements dans la répartition géographique des vecteurs de maladies tels que les moustiques et les agents pathogènes d'origine hydrique. La qualité de l'eau et de l'air peut se détériorer et les maladies infectieuses comme le paludisme peuvent augmenter, en particulier en Égypte, au Maroc, en Mauritanie et au Soudan.



5.2 L'APRÈS-PÉTROLE

En 2050, en raison des profonds changements survenus sur le marché mondial de l'énergie, un ordre mondial post-pétrole sera en place. Ce nouvel ordre ne sera pas déclenché par un manque d'approvisionnement : au contraire, la production de combustibles fossiles pourrait même augmenter pendant un certain temps, grâce à l'exploitation de nouvelles réserves, à des investissements innovants dans les sables bitumineux, à la popularisation du GNL et aux projets de développement de fracturation hydraulique au-delà des États-Unis. Les prix pourraient rester relativement bas pendant un certain temps malgré la forte demande des économies émergentes. Cependant, à plus long terme, le principal moteur de la décarbonation sera l'avancée gigantesque de l'innovation technologique en matière de production et de stockage d'énergies renouvelables.

En outre, la prise de conscience mondiale à l'égard du changement climatique fera que les énergies propres seront non seulement abordables mais également populaires. Les deux puissances mondiales qui connaissent la croissance la plus rapide, la Chine et l'Inde, se feront les champions de cette transformation. L'Europe investira également dans ce processus et la région MENA, premier producteur mondial d'hydrocarbures, aura des enjeux majeurs dans cette transformation.

Opportunités :

- Une transition mondiale rapide pourrait avoir un impact positif en réduisant le rythme du réchauffement climatique. La région MENA est particulièrement vulnérable à la désertification et à l'élévation du niveau de la mer, de sorte que tout progrès dans la lutte contre le changement climatique aurait des retombées positives.
- Afin d'exploiter pleinement le potentiel économique des technologies liées aux énergies renouvelables, la plupart des gouvernements des pays de la région MENA pourraient s'engager dans une restructuration ambitieuse des marchés régionaux de l'énergie, souvent soutenus par l'UE et suivant l'exemple du Maroc. Les pays exportateurs d'énergie pourraient également investir les dividendes du pétrole dans des énergies renouvelables pour satisfaire leur demande énergétique interne et soutenir leurs plans de diversification économique.
- La plupart des pays importateurs de pétrole – le Maroc, la Tunisie et Israël en tête – pourraient accroître leur sécurité énergétique en réduisant leur dépendance vis-à-vis des sources d'énergie étrangères et en mettant en œuvre des stratégies pour accroître la production et l'utilisation de l'énergie solaire et d'autres sources d'énergie telles que le vent.
- Les projets d'énergies renouvelables et de décarbonation pourraient constituer un terrain fertile pour la coopération économique de la région avec les pays européens, mais aussi avec la Chine et l'Inde.

Risques :

- La chute des prix du pétrole, en particulier dans les pays fortement peuplés comme l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Algérie et l'Irak, pourrait contraindre les gouvernements à prendre des mesures d'austérité, ce à quoi la population réagirait très probablement par des vagues régulières de troubles, qui engendreraient une répression et une déstabilisation à l'échelle de la région.
- De nombreux pays de la région MENA pourraient se heurter à des obstacles économiques, sociaux, politiques, réglementaires et technologiques qui les empêcheraient d'exploiter pleinement le potentiel des nouvelles technologies énergétiques.
- Le poids global de la région MENA pourrait baisser si les différents pays de la région ne réussissent pas à s'engager dans des transformations économiques majeures. L'échec des stratégies de diversification pourrait stigmatiser la région et la désigner comme la grande perdante de cette nouvelle ère.
- Dans un ordre post-pétrole, l'énergie nucléaire a peu de chances de perdre son attrait. En 2050, certains pays de la région MENA auront peut-être ouvert de nouvelles centrales nucléaires, la plupart en Arabie saoudite, mais aussi (avec l'aide des investissements russes et chinois) en Turquie, en Égypte, en Jordanie et en Iran. Cette activité pourrait susciter des préoccupations régionales et mondiales au sujet des utilisations militaires de ces programmes nucléaires.



5.3 UNE RÉGION URBANISÉE

La région MENA est caractérisée par une forte urbanisation. Quelque 60 % de la population était déjà urbaine en 2018 et cette tendance ne se sera pas inversée en 2050. Les villes de cette région accueilleront 130 millions d'habitants supplémentaires et seront donc fortement surpeuplées. Les défis urbains seront particulièrement aigus en raison de la rapidité de ce processus, mais aussi de la diminution de l'espace et des ressources. La dégradation de l'environnement pourrait accélérer des processus d'exode rural, mais les villes devront également faire face à des défis environnementaux.

Alors que nous connaissons déjà les « mégapoles » comme Le Caire et Istanbul, de nouvelles villes dépasseront le seuil des 10 millions d'habitants. Bagdad et Khartoum, comptant chacune 15 millions d'habitants, seront deux des villes à la croissance la plus accélérée de la région. Téhéran, avec 11 millions d'habitants, Riyad et Djeddah (respectivement 8 et 7 millions) et Alger et Casablanca, avec bien au-delà de 5 millions, les suivront. La capacité des espaces urbains à s'adapter à cette nouvelle réalité dépendra du rythme de croissance, mais encore plus des ressources déployées par les autorités locales et nationales pour moderniser les infrastructures de base telles que les transports en commun, l'assainissement et le logement.

Opportunités :

- Les grandes villes et les agglomérations urbaines, notamment les « mégapoles », pourraient attirer des capitaux et des investissements étrangers en raison de leur densité, de la grande diversité de leur main-d'œuvre, d'une infrastructure suffisante et de débouchés commerciaux attrayants. Certaines de ces villes pourraient devenir des pôles régionaux de transport, de culture et de commerce.
- L'urbanisation pourrait être un catalyseur offrant de nouvelles opportunités économiques aux femmes et aux jeunes, en particulier si les villes deviennent des pôles technologiques.
- Les grandes villes pourraient faire office de laboratoires de solutions urbaines aux défis environnementaux et sociaux, en particulier si les gouvernements locaux disposent d'une autonomie financière et administrative.
- Les zones urbaines pourraient être le tremplin d'une nouvelle génération d'hommes politiques qui fonderaient leur attractivité sur leur capacité à gérer les besoins des citoyens et à y répondre, ainsi qu'à trouver de meilleures solutions pour relever les défis auxquels les villes sont confrontées. Cela pourrait produire un certain degré de « saine concurrence » entre les politiciens.

Risques :

- L'espace urbain pourrait se fragmenter davantage. D'une part, les élites politiques, sécuritaires et économiques pourraient progressivement se réinstaller dans des communautés fermées, voire dans des villes entièrement nouvelles. D'autre part, la majeure partie de la population – y compris les migrants et les réfugiés – pourrait être obligée de vivre dans des quartiers surpeuplés et des endroits de fortune où les services publics seraient déficients. Cela pourrait susciter des préoccupations en termes de santé publique et de vulnérabilité aux pandémies et constituerait également un terrain fertile pour les troubles sociaux.
- Une autre forme de fragmentation pourrait se produire entre les capitales et les villes de deuxième rang. Si les habitants de ces dernières ont le sentiment d'être traités comme des citoyens de seconde classe, des manifestations risqueraient de se déclencher dans les régions périphériques.
- Dans les zones de conflit et d'après-conflit, la ségrégation urbaine risque d'être une question controversée. En Palestine, par exemple, l'urbanisation peut être étroitement liée aux perspectives de règlement du conflit arabo-israélien (ou à son absence). Les colonies israéliennes et les nouveaux projets de développement à Jérusalem peuvent être une source récurrente de tensions.
- Une instabilité politique persistante et la vulnérabilité du régime peuvent, d'une part, empêcher toute évolution vers la décentralisation et, d'autre part, nuire à l'amélioration de la coopération entre les pays de la région MENA.



5.4 DIGITALISATION ET AUTOMATISATION

La technologisation sera une mégatendance mondiale en 2050. La digitalisation aura considérablement modifié les modèles économiques, sociaux et culturels et l'innovation sera la clé du succès de la concurrence sur le marché mondial. L'automatisation et l'intelligence artificielle transformeront radicalement les marchés du travail dans la plupart des pays. La région MENA sera particulièrement touchée par ces tendances en raison des taux de chômage et de sous-emploi déjà élevés (et vraisemblablement persistants), en particulier chez les jeunes.

La capacité variable de s'adapter à ces tendances économiques et technologiques accentuera encore les différences entre les pays et à l'intérieur de chaque pays. Si la région du Golfe et Israël peuvent s'adapter plus facilement à ces changements, d'autres pays, dont la population active est importante, les marchés du travail mis à rude épreuve et la gouvernance insuffisante (Algérie, Égypte, Irak, Iran, Turquie) pourraient être confrontés à des problèmes sociaux majeurs. Les investissements dans les infrastructures, la culture d'entreprise, l'éducation et la réglementation détermineront la capacité d'adaptation à ces mégatendances.

Opportunités :

- Une digitalisation et une automatisation réussies pourraient intégrer la région MENA dans les chaînes de valeur mondiales, en particulier si cela coïncide avec un dynamisme plus large de l'économie africaine, la réalisation de l'initiative chinoise de la Nouvelle Route de la soie et des transferts de technologie et de savoir-faire.
- Des emplois nouveaux et reconnus pourraient être créés, et en même temps une réduction du temps de travail pourrait être obtenue grâce à divers modèles. Les secteurs commerciaux informels pourraient adopter de nouvelles technologies pour faciliter la formalisation de ces secteurs et améliorer la santé financière des États.
- Remettre en question les rôles traditionnels sur le lieu de travail et dans la société pourrait offrir de nouvelles possibilités d'autonomisation des femmes. La digitalisation pourrait accroître la participation des femmes au marché du travail et encourager chez elles l'esprit d'entreprise.
- Si des infrastructures numériques adéquates sont mises en place, l'écart entre les zones rurales et urbaines pourrait être réduit. Les conditions de vie dans les zones rurales pourraient s'améliorer sensiblement et la diffusion de la technologie pourrait également créer un environnement favorable aux nouvelles entreprises en dehors des grandes villes.
- La digitalisation pourrait offrir de nouvelles possibilités de court-circuiter les monopoles d'État et le capitalisme de copinage. Les économies pourraient se moderniser et la productivité augmenter.

Risques :

- L'automatisation pourrait aggraver le manque et la perte d'emplois et accroître les écarts de revenus entre les pays de la région, en particulier en ce qui concerne la fracture entre villes et campagnes et les périphéries désavantagées.
- En l'absence de mécanismes adéquats prévus pour compenser les perdants de ces changements technologiques, les laissés-pour-compte pourraient s'engager dans des épisodes réguliers de troubles sociaux et politiques et, à leur tour, les gouvernements autoritaires pourraient recourir à une surveillance accrue et à l'utilisation des nouvelles technologies pour contrôler et réprimer leurs propres populations.
- L'adoption de la digitalisation est une arme à double tranchant : elle peut servir à améliorer la communication, la transparence, l'éducation, l'autonomisation, mais elle peut aussi servir à renforcer le contrôle, la censure, la manipulation et la répression. Les tendances actuelles de la région MENA suggèrent que, à de rares exceptions près, ces dernières possibilités prévaudraient.
- La région pourrait devenir de plus en plus périphérique sur le plan mondial si elle n'adopte pas de stratégies pour gérer ces évolutions technologiques.



5.5 RELIGIOSITÉ, INDIVIDUALISATION ET CITOYENNETÉ

Les tendances sociétales visibles dans la région MENA en 2050 résulteront de l'interaction complexe entre des variables endogènes et exogènes. La polarisation ou la pluralisation de la région, ou d'une partie de celle-ci, dépendra largement de ses choix politiques et de son leadership. Quoi qu'il en soit, les attitudes à l'égard de la religion continueront d'être un moteur majeur de la dynamique sociétale et politique et resteront une question très controversée.

La fragmentation et la dynamique centrifuge sont susceptibles de façonner à la fois les camps religieux et laïques ainsi que les sociétés dans leur ensemble. Les processus d'individualisation, parmi lesquels le fait que les choix religieux ou non religieux seront le résultat des préférences de chacun, et la contestation des autorités intermédiaires (telles que les corps religieux) fragmenteront davantage chaque camp. De plus, la migration internationale rendra la région MENA encore plus diverse d'un point de vue religieux.

Opportunités :

- L'individualisation et la diversité religieuse pourraient être à la base de la redécouverte du cosmopolitisme en tant que moteur essentiel du développement de la société, contribuant indirectement à panser les blessures des conflits identitaires.
- Si les identités collectives et les structures communautaires sont susceptibles de continuer à jouer un rôle de premier plan, leur potentiel de polarisation au sein de sociétés divisées pourrait être réduit si l'accent était mis sur les libertés et les droits individuels. Cela donnerait corps aux revendications de dignité et de citoyenneté exprimées par de nombreuses personnes de la région MENA, indépendamment de leur statut socio-économique et de leur appartenance à un groupe. Si des établissements religieux mettaient en place des processus efficaces pour répondre à ces demandes, ils pourraient servir d'exemple à l'ensemble de la région.
- Une sphère religieuse diversifiée pourrait rendre les chefs religieux responsables devant les croyants individuels. Cela contribuerait à réduire considérablement l'instrumentalisation du discours religieux et à renforcer la séparation entre le pouvoir de l'État et les institutions et organisations religieuses.
- Tout cela pourrait ouvrir la voie à un dialogue interconfessionnel plus solide et axé sur les résultats dans la région MENA et au-delà.

Risques :

- La dynamique d'une fragmentation opérant le long de la fracture entre le religieux et le laïque et à l'intérieur des deux camps pourrait conduire à des conflits identitaires encore plus aigus. Ceux-ci pourraient s'enraciner, se développer et échapper au contrôle des autorités de l'État et des dirigeants de la communauté. La Syrie et l'Irak seraient particulièrement vulnérables à ce risque.
- La citoyenneté et le respect de la diversité et des droits individuels pourraient être mis en danger par la prééminence des appartenances et des loyautés identitaires primaires. En conséquence, la région MENA pourrait faire marche arrière en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et le respect des droits de l'homme.
- L'instrumentalisation politique prolongé des discours religieux et laïques pourrait conduire à de nouveaux conflits sociétaux et à une concurrence pour le contrôle du leadership dans les deux camps. La Turquie est un pays où ce processus de polarisation pourrait s'intensifier. Dans l'ensemble de la région, les campagnes contre le prosélytisme pourraient créer des tensions entre les acteurs régionaux et mondiaux.

Le cas d'Israël pourrait devenir celui d'une société brisée sous la pression du fossé infranchissable qui se serait creusé entre la communauté juive orthodoxe, protégée par les lois et les politiques de l'État, et le reste de la société (juifs laïcs et Palestiniens en particulier). Du fait du renforcement du discours ethno-religieux, cette polarisation sociétale entre religion et laïcité risque d'aggraver les conflits internes, d'entraver les réformes politiques et de renforcer l'isolement d'Israël dans la région MENA.



5.6 ÉTATS FORTS OU FÉROCES

Les tentatives visant à éroder ou à venir compléter le rôle des États de la région vont se poursuivre. Il est probable qu'elles prendront la forme d'efforts cherchant à réduire la taille et les prérogatives de ces États – par exemple, par le biais de réformes promues par les institutions financières internationales allant dans le sens de la privatisation. Par ailleurs, les défis lancés à l'autorité des États – que ce soit au niveau infranational ou supranational – inciteront les analystes et les experts à spéculer sur l'affaiblissement ou l'effondrement total du système étatique et sur la redéfinition de l'ordre régional.

Ceci dit, les pays de la région MENA pourraient bien se montrer plus résistants que certains ne le croyaient. En 2050, le contrôle de l'État restera la principale et souvent la seule garantie de survie de l'élite, ce qui devrait consolider la centralité de l'État vis-à-vis des acteurs non étatiques. Les agents de l'État (élites étatiques, secteur public, appareils de sécurité) et les dynamiques qui les entourent (clientélisme, capitalisme d'État) resteront prédominants dans la région par rapport aux autres parties du monde.

Opportunités :

- La plupart des opportunités se concrétiseront probablement lorsque les dirigeants dotés d'une vision d'avenir auront compris qu'on ne peut devenir et rester la principale source et le principal détenteur du pouvoir que par la coopération et la bonne gouvernance. Si elles souhaitent occuper des positions de leadership s'inscrivant à la fois dans la durée et dans la réflexion, les élites doivent prêter attention à ce que les citoyens ordinaires pensent de l'État et à ce qu'ils attendent de lui.
- L'existence d'États robustes serait à même de fournir l'occasion d'un engagement et d'un partage du pouvoir avec d'autres acteurs de la société et du secteur commercial privé, au nom du partage des responsabilités et du codéveloppement.
- Des tendances similaires ont pu être observées au sein des dynamiques entre centre et périphérie, plus précisément entre la capitale et les régions les plus marginalisées de chaque pays. Elles peuvent conduire à des tentatives réussies et créatives de décentralisation du pouvoir afin de rapprocher l'État de ses propres citoyens et de libérer des potentiels économiques et culturels.
- Au niveau régional, une telle situation pourrait créer les conditions susceptibles de donner une impulsion à la coopération supranationale. La région MENA pourrait devenir l'une des dernières régions à recourir au régionalisme comme outil permettant aux États de mieux faire face à la mondialisation et aux autres défis internationaux.

Risques :

- Les pays de la région MENA pourraient se retrouver au bord du vieux fossé qui sépare les capacités des attentes. Les citoyens attendent des États qu'ils les protègent et leur offrent de nouvelles possibilités, conformément aux critères mondiaux. Pourtant, ils peuvent avoir l'impression que l'objectif principal de l'État est de les contrôler. Voilà qui conduirait à une frustration croissante et renforcerait le fossé émotionnel entre les élites et le reste de la population.
- Les États peuvent projeter leur force par la répression et la surveillance, surtout si les élites se sentent vulnérables et craignent de perdre leur pouvoir. Les États féroces apprendraient constamment les uns des autres comment faire face au mécontentement social et comment endiguer l'opposition politique.
- Au niveau régional, les élites de l'État peuvent viser à maximiser leur pouvoir. Les jeux à somme négative l'emporteraient, car les élites de l'État accepteraient de perdre si leurs rivaux perdaient encore plus qu'elles. Cette attitude concernerait non seulement leurs ennemis, mais aussi leurs alliés de longue date, qui sont tous perçus comme des menaces potentielles. Les interférences et les tentatives de déstabilisation des autres États seront un facteur persistant d'insécurité régionale.
- Les stratégies favorisant la férocité de l'État au détriment de sa robustesse pourraient se retourner contre lui. L'érosion de la légitimité de l'État pourrait faire de ces stratégies des projets politiques voués à l'échec. Cette situation pourrait être aggravée par l'absence de forces alternatives significatives, que ce soit au niveau sociétal ou supranational, ce qui, de plus, encouragerait également les revendications sécessionnistes.



5.7 LA GESTION DES EFFETS DES CONFLITS ACTUELS

Il est impossible de déterminer lesquels des conflits actuels seront résolus en 2050 et lesquels feront encore rage, et encore moins d'en prévoir de nouveaux qui pourraient apparaître. Néanmoins, nous pouvons être sûrs que les effets des conflits actuels continueront à se faire sentir dans les pays de la région MENA en 2050. Même dans les cas où des solutions efficaces auront été proposées, le traumatisme post-conflit marquera une ou plusieurs générations.

En outre, de nouveaux facteurs de conflit risquent fort de se manifester. Voici les tensions qui découlent de diverses mégatendances et de diverses difficultés : pression démographique et urbanisation accélérée ; changement climatique et rareté des ressources naturelles ; transition énergétique et ses effets sur le marché du travail. Tous ces phénomènes peuvent se transformer en sources de risques ou d'opportunités selon la manière dont ils sont gérés par les acteurs régionaux et internationaux.

Opportunités :

- En Syrie et en Irak, la réconciliation post-conflit pourrait être un élément majeur de l'apaisement des tensions sectaires dans toute la région et en particulier dans les sociétés composites comme celle du Liban. Ces initiatives pourraient résulter d'efforts collectifs d'acteurs locaux et nationaux, avec un soutien international.
- En raison du profond attachement émotionnel d'une grande partie de l'opinion publique arabe à la cause palestinienne, tout effort réussissant à mettre fin à ce conflit redirigerait de nombreuses énergies vers le développement économique et social dans la région. Les « dividendes de la paix » pourraient être très élevés pour toutes les parties.
- Le changement climatique et la dégradation de l'environnement pourraient devenir un facteur unificateur puisque leurs effets négatifs se font sentir dans toute la région. Un nouvel « agenda vert » pourrait revitaliser la coopération régionale. De tels efforts pourraient être particulièrement fructueux au Maghreb et au Levant.
- Un résultat positif du désengagement progressif des États-Unis de la région MENA pourrait être la prise en charge par les puissances régionales des contraintes sécuritaires. Compte tenu du coût exorbitant des conflits et du risque d'être à la traîne par rapport aux progrès réalisés dans d'autres régions, cette possibilité pourrait inciter les puissances régionales, en particulier au Moyen-Orient et dans le Golfe, à s'engager réellement dans des efforts de désescalade et à prendre des mesures pour une nouvelle architecture sécuritaire régionale.

Risks:

- La Syrie pourrait devenir la nouvelle Palestine. L'absence d'un processus de réconciliation efficace pourrait entraîner la prolongation sur le long terme de la situation des réfugiés et déstabiliser les pays hôtes. La région pourrait être polarisée autour de cette question, ce qui empêcherait toute coopération régionale significative et créerait une pléthore d'espaces sous-gouvernés dans lesquels proliféreraient des groupes terroristes et mafieux.
- Bien avant 2050, la solution des deux États ne sera plus à l'ordre du jour en Palestine. Ce conflit pourrait évoluer d'une question territoriale à une question fondée sur les droits. Les citoyens palestiniens pourraient être davantage marginalisés, Israël isolé sur le plan international et les acteurs mondiaux contraints de prendre des mesures pour sauver la face.
- La militarisation et la reconstruction pourraient détourner de nombreuses ressources d'autres besoins sociaux et environnementaux. En 2050, l'ampleur de ces défis pourrait être insupportable. La rareté des ressources naturelles et les effets du changement climatique pourraient alimenter les conflits environnementaux entre voisins et générer des troubles sociaux internes.
- En 2050, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pourraient avoir développé leurs propres armes nucléaires. Ce serait la conséquence de l'insécurité actuelle et de l'absence de la mise en place de mécanismes multilatéraux efficaces pour la prévenir.



5.8 LA CHINE : PRIMUS INTER PARES

En 2050, la Chine sera probablement la première économie mondiale. Son taux de croissance annuel sera demeuré considérablement stable, ce qui lui permettra de maîtriser les tensions internes liées aux inégalités et aux déficits de gouvernance. Cela ne signifie pas pour autant que les États-Unis et l'Europe disparaîtront totalement de la scène mondiale. La consolidation de la Chine en tant que nouvelle puissance clé du système international coexistera avec la présence d'autres acteurs qui redimensionneront leurs objectifs et leurs stratégies ou reculeront d'un pas, mais seront néanmoins une voix écoutée de la gouvernance régionale du MENA.

Après près de quarante ans d'existence, l'initiative de la Nouvelle Route de la soie aura le potentiel de transformer radicalement le paysage socio-économique du continent asiatique et de la région MENA. Grâce aux retours positifs des investissements initiaux de la Chine, effectués dans les années 2020, la volonté des autorités de la région MENA de s'engager auprès de la Chine va encore augmenter.

Opportunités :

- L'investissement chinois pourrait moderniser les infrastructures et accroître la connectivité de la région MENA. Cela pourrait prendre la forme de joint-ventures et réduire le niveau de dépendance de la région vis-à-vis des économies américaine et européenne. Pourtant, les pays et les économies de la région pourraient gagner en représentativité s'ils évitaient d'être subordonnés à la Chine et de dépendre d'elle. Pour cela, il leur faudrait préserver des liens solides avec l'Occident et développer des connexions avec d'autres puissances asiatiques telles que l'Inde et l'Indonésie.
- En 2050, l'intégration de la région dans l'économie mondiale ne s'articulera plus autour de la capacité d'exportation de ses produits énergétiques, mais autour de sa position géospatiale privilégiée, au carrefour des grands marchés régionaux intégrés. Cela rendra la région moins vulnérable aux changements du marché mondial de l'énergie et moins sujette aux interventions extérieures.
- La capacité de la Chine à définir des alternatives solides aux normes et institutions mondiales traditionnelles est susceptible d'être perçue comme une nouvelle opportunité dans de nombreuses parties de la région MENA. Les acteurs régionaux peuvent apprécier l'élaboration d'ordres mondiaux parallèles avec de nouvelles institutions offrant des solutions autres que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et autres. Les gouvernements régionaux salueront également la reconceptualisation par Pékin du principe de non-intervention.

Risques :

- Les régimes autocratiques de la région pourraient adopter de nouveaux mécanismes technologiques de contrôle social. En imitant certains des dispositifs chinois de haute technologie (par exemple, la notation sociale), les autocrates régionaux pourraient mettre en place de nouveaux systèmes de surveillance et d'assujettissement qui perpétueraient leur pouvoir dans ce qui pourrait avoir des allures d'expansion de l'autocratie.
- La Nouvelle Route de la soie pourrait renforcer les relations asymétriques entre la région MENA et la Chine. Pékin pourrait reproduire les politiques des anciennes superpuissances après avoir consolidé ses relations économiques privilégiées avec la plupart des pays de la région MENA. L'interventionnisme économique chinois pourrait être suivi d'un interventionnisme politique et militaire.
- Le nouveau rôle de la Chine dans la région risque d'alimenter la concurrence régionale. Le prix à payer pour ne pas profiter des avantages économiques et du commerce avec la Chine serait trop élevé. Ne pas jouer le jeu pourrait avoir une influence négative et grave sur l'avenir immédiat des régimes politiques. Il est possible qu'une formule régionale de répartition équitable des avantages associés à la Nouvelle Route de la soie ne soit pas convenue. La réaction, pour beaucoup, serait de parier sur Pékin, en tournant le plus possible le dos aux conséquences que cela pourrait avoir sur les États de la région voisine. Cela pourrait également conduire à une augmentation des tensions et à des épisodes de violence sporadiques, en particulier parmi les acteurs régionaux qui connaissent déjà des frictions.



5.9 UNE AFRIQUE QUI CHANGE LA DONNE

En 2050, le continent africain pourrait abriter 2,5 milliards d'habitants, soit deux fois plus qu'en 2019. La population du Nigeria aura atteint 400 millions d'habitants et pourrait se classer au 14^e rang des plus grandes économies du monde. Le nombre de travailleurs africains aura déjà dépassé celui de la Chine. La mobilité africaine sera un enjeu majeur, tant en termes d'exode rural que de migration internationale. Le poids de l'Afrique dans les affaires mondiales sera l'un des facteurs qui changeront la donne dans les décennies à venir.

La région MENA se tournera naturellement vers le sud, tant en termes d'opportunités que de risques. L'Afrique sera un puissant centre de gravitation et les relations de l'Europe avec la région MENA seront, dans une large mesure, déterminées par le facteur africain. Non seulement la région MENA se souciera davantage des affaires africaines, mais les dirigeants africains auront également leur mot à dire dans l'évolution du Moyen-Orient et du Maghreb.

Opportunités :

- Quatre-vingt pour cent de la croissance de l'Afrique seront probablement concentrés dans les zones urbaines, ce qui nécessitera d'importants investissements dans les infrastructures. Ces secteurs de développement et d'autres pourraient offrir des opportunités économiques au secteur privé dans la région MENA et pourraient se traduire par une création dynamique d'emplois, en particulier au Maghreb.
- La gestion des ressources naturelles partagées (le bassin du Nil en est l'exemple le plus clair), mais aussi la nécessité de gérer les effets du changement climatique et des migrations internationales pourraient offrir une opportunité de coopération à l'échelle du continent.
- Reconnaître que la rivalité entre le Maroc et l'Algérie est préjudiciable à leur volonté commune de saisir les opportunités qui se présentent en Afrique pourrait pousser ces deux pays à résoudre leur bras de fer, qui dure depuis des décennies.
- L'Europe et la région MENA ont le plus à perdre des effets des opportunités manquées en Afrique, ce qui pourrait les pousser à revoir leur coopération et à concevoir conjointement des politiques visant à soutenir des plans pour le développement de l'Afrique. En cas de succès, il pourrait y avoir des retombées économiques positives.
- Une Afrique jeune et dynamique pourrait être une nouvelle source de talent, d'innovation et de créativité. Certaines parties de la région MENA pourraient développer une attitude positive à l'égard du continent africain, ouvrant la voie à une renaissance de leur identité africaine.

Risques :

- Une pression accrue sur les ressources naturelles serait un terrain propice aux conflits si des mécanismes de coopération efficaces ne sont pas mis en place. Cela pourrait conduire à des attitudes conflictuelles de l'Égypte et du Soudan envers l'Éthiopie et, dans une moindre mesure, de la Mauritanie envers le Sénégal.
- La combinaison de facteurs tels que la croissance démographique, la dégradation de l'environnement, des infrastructures déficientes et des institutions dysfonctionnelles pourrait déstabiliser de nombreux pays africains. Cela pourrait conduire à une recrudescence de la violence, à des migrations forcées et à des crises humanitaires récurrentes. En raison de sa proximité géographique, la région MENA est, après l'Afrique elle-même, la région qui pourrait le plus souffrir des effets de ces défis.
- Les migrations forcées d'Afrique subsaharienne vers les pays du Maghreb pourraient déclencher le racisme et la xénophobie, en particulier parmi les couches de la population qui se trouvent également dans une situation économique et sociale difficile.
- Les désaccords entre les gouvernements européens et ceux de la région MENA sur la manière de gérer cette situation pourraient provoquer des crises récurrentes entre eux. Dans l'ensemble, cela ne ferait que renforcer les visions sécurisées de l'Europe et de la région MENA dès lors qu'elles regardent vers le sud.
- Si l'Europe et les pays de la région MENA sont absorbés par la gestion de leurs propres crises, ils pourraient laisser échapper des opportunités offertes par l'Afrique, lesquelles seraient certainement saisies par d'autres, à savoir la Chine mais peut-être aussi l'Inde.



5.10 L'EUROPE ET LA RÉGION MENA : UNE AFFAIRE DE FAMILLE

La proximité géographique restera un facteur clé dans les relations entre l'Europe et la région MENA. C'est une constante. Ce qui est susceptible de changer, c'est l'intensité des liens sociétaux entre ces deux espaces et ce que les gouvernements et les populations en font. En 2050, la proportion d'Européens ayant, de près ou de loin, des origines dans la région MENA sera beaucoup plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Ces personnes ne seront plus perçues comme des migrants de deuxième ou de troisième génération mais comme des Euro-Arabs, des Euro-Turcs, des Euro-Kurdes et des Euro-Amazighs. Cette diversité sera non seulement présente au niveau de la population générale, mais aussi parmi les deux générations des nouvelles élites politiques et économiques.

L'intensité des liens entre l'UE et la région pourrait encore augmenter si certains pays de la région MENA devenaient membres de l'UE ou renforçaient leur association avec l'UE. L'adhésion éventuelle de la Turquie d'ici 2050 changerait la donne. Surtout, la proximité géographique et sociale de la région ne permettra pas à l'UE de lui tourner le dos. Alors que des pays comme la Chine sont susceptibles d'accroître leur influence dans la région MENA et que d'autres, comme les États-Unis, peuvent se désengager progressivement et sélectivement, l'Europe est l'acteur dont les intérêts, la présence et la projection dans la région resteront stables.

Opportunités :

- L'influence de l'Europe dans la région MENA dépendra largement de sa capacité à apparaître comme un acteur unifié, crédible, fiable et généreux. La gestion adéquate du dossier migratoire (qui comprend à la fois les flux irréguliers et les politiques d'intégration) sera probablement un test majeur.
- L'impasse politique dans laquelle se trouveront de nombreux pays de la région MENA pourrait pousser l'UE à s'engager davantage auprès des sociétés et à promouvoir des programmes de coopération interpersonnelle, allant ainsi au-delà d'une logique purement axée sur l'État. Le militantisme des Européens d'origine MENA pourrait être le moteur puissant d'une relation plus dynamique et pluraliste.
- Reconnaître, renforcer et promouvoir sa propre diversité accroîtra la légitimité de l'Europe auprès des acteurs sociaux et politiques de la région. C'est là sans doute une étape nécessaire pour promouvoir l'idée que l'Europe et la région MENA font partie d'une même communauté, ont des intérêts mutuels et ont besoin d'agir ensemble afin de relever les grands défis de 2050.

Risques :

- La persistance, en Europe, du racisme et de la xénophobie à l'encontre de certaines parties de ses propres populations ayant des racines dans la région MENA pourrait créer de nouvelles tensions dans les relations avec certains pays de la région. Cela pourrait dépasser la sphère gouvernementale, les acteurs sociaux et religieux, de larges segments de la population pouvant percevoir l'Europe comme un voisin hostile et antagoniste.
- Ceux qui, au sein de l'UE, plaident en faveur d'une sécurisation accrue des frontières (« forteresse Europe ») pourraient obtenir un large soutien. Cela pourrait se produire si l'Afrique était encore plus déstabilisée ou faisait face à des déficits chroniques de développement et si les flux migratoires transcontinentaux se multipliaient. Avec les nouvelles technologies de surveillance et l'abaissement des normes en matière de droits de l'homme, la mer Méditerranée pourrait devenir une frontière fermée, creusant le fossé entre l'UE et ses voisins et fracturant les sociétés européennes elles-mêmes.
- L'Europe pourrait importer des tensions de la région par l'intermédiaire des citoyens d'origine MENA si la polarisation et la fragmentation de la région persistent ou se multiplient. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les luttes internes. Certains États européens peuvent être témoins de tensions entre différents groupes ethniques, opposant laïques et religieux ou encore nées de raisons idéologiques. Les élites politiques et sociales européennes ne sont peut-être pas bien équipées pour comprendre ce qui est en jeu et pourraient, sans le vouloir, jeter de l'huile sur le feu. Au pire, cela pourrait provoquer de violents affrontements.



Middle East and North Africa Regional Architecture: Mapping geopolitical shifts, regional order and domestic transformations (MENARA) is a research project that aims to shed light on domestic dynamics and bottom-up perspectives in the Middle East and North Africa amid increasingly volatile and uncertain times.

MENARA maps the driving variables and forces behind these dynamics and poses a single all-encompassing research question: Will the geopolitical future of the region be marked by either centrifugal or centripetal dynamics or a combination of both? In answering this question, the project is articulated around three levels of analysis (domestic, regional and global) and outlines future scenarios for 2025 and 2050. Its final objective is to provide EU Member States policy makers with valuable insights.

MENARA is carried out by a consortium of leading research institutions in the field of international relations, identity and religion politics, history, political sociology, demography, energy, economy, military and environmental studies.



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research and Innovation programme under grant agreement No 693244. This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

